



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 26 MAI 2024 // N°824 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

L'OPÉRATEUR ENREGISTRE
DES RÉSULTATS
REMARQUABLES

**DJEZZY FERA,
BIENTÔT, SON
ENTRÉE EN
BOURSE**

Lire en page 16



ÉNERGIES
RENOUVELABLES

**L'ITALIE
SOUTIENT LA
CONSTRUCTION
D'UNE
INTERCONNEXION
AVEC L'ALGÉRIE
ET LA TUNISIE**

Lire en page 6



SELON L'ORGANISATION
MONDIALE DE LA SANTÉ
(OMS)

**LE COVID
A FAIT CHUTER
L'ESPÉRANCE DE
VIE DE PRÈS DE
DEUX ANS**

Lire en page 5



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

LES PARTIS POLITIQUES DANS LA COURSE ÉLECTORALE

Lire en page 3



LA RAPPORTEUSE ONUSIENNE
FRANCESCA ALBANESE LE DIT DE
MANIÈRE TRÈS CLAIRE :

**L'ENTITÉ SIONISTE
« N'ARRÊTERA PAS
SA FOLIE TANT QUE
LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE
NE L'ARRÊTERA PAS »**

Lire en page 4





CONFIDENTIEL

RÉVÉLATIONS SUR LE CRASH DE L'HÉLICOPTÈRE DU PRÉSIDENT RAÏSSI LES ÉCLAIRAGES DU DIRECTEUR DU BUREAU PRÉSIDENTIEL GHOLAM HUSSEIN AL-ISMAÏLI À «TASNIM NEWS»

Le directeur du bureau présidentiel iranien a révélé les derniers moments qui ont précédé le crash de l'hélicoptère du président iranien défunt Ebrahim Raïssi et de ses compagnons. Il était à bord d'un hélicoptère d'escorte, le directeur du bureau présidentiel révèle les conditions du crash de l'hélicoptère présidentiel. Dans un entretien avec la télévision d'état iranienne, rapporté par l'agence iranienne Tasnim News, Gholam Hussein al-Ismaïli a indiqué qu'il se trouvait à bord de l'un des deux hélicoptères de l'escorte de l'hélicoptère présidentiel : «Le voyage a été réalisé à partir du bas du barrage en direction de Tabriz. Le temps était clair et limpide. Nous n'avions aucune prévision pour un phénomène climatique spéciale», a-t-il assuré. Et de poursuivre : «Entre une demi-heure et 35 minutes après, et dans la région proche de la mine de cuivre Songon, dans la vallée située aux confins et qui avait été choisie pour le trajet de l'hélicoptère, une flaque nuageuse s'est étalée

comme une table dans le désert. Oui, nous l'avons vue alors qu'il n'y avait aucune prévision de brouillard. L'atmosphère aurait pu être brumeuse au bas de la vallée mais le temps était clair». Selon Ismaïli, à la vue de cette brume, le pilote de l'hélicoptère présidentiel Taher Moustafaoui a ordonné de s'élever au-dessus des nuages et de poursuivre le trajet par-dessus. «Nous étions dans l'appareil numéro trois. Celui du président était au milieu... Après 30 secondes, le pilote de notre hélicoptère s'est rendu compte que l'appareil présidentiel n'était pas avec nous. Les circonstances auparavant étaient très naturelles et normales. Nous n'avions rencontré aucune difficulté. Dans certains voyages précédents, des vibrations pouvaient survenir parfois mais pendant ce trajet, tout était normal. Il n'y avait pas de nuages par-dessous, nous pouvions voir la rangée de collines et à proximité la mine de cuivre Songon. Mais comme l'appareil

n'était plus entre nous, notre pilote a fait demi-tour». Selon Ismaïli, le pilote avait supposé que l'appareil aurait pu faire un atterrissage forcé parce que personne ne répondait aux appels via le système de communication sans fil. Il rapporte que les montagnes étaient couvertes par un grand nuage. Le directeur du bureau présidentiel a aussi évoqué le contact réalisé avec le portable du pilote Moustafaoui, à leur grande surprise, c'est le représentant du guide suprême dans le gouvernorat de Tabriz Sayed Al-Hachem qui a répondu.

LE PROCÈS DE «ABDERRAZAK EL PARA» REPRENDRA EN OCTOBRE 2024

Comme on le sait, après 20 ans d'attente, Abderrazak El Para a été déféré devant le tribunal criminel de Dar El Beida, avant que le procès ne soit renvoyé à la demande de la défense. Abderrazak El Para était un chef du Groupe islamique armé - GIA), puis du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), avant de rejoindre le sud algérien. Le procès devait surtout faire la lumière sur un dossier précis, le rapt de 32 touristes européens, dont 15 Allemands. Il avait été capturé par les Toubous au Tibesti du Tchad après avoir traversé Kidal, au Mali, puis le Ténéré du Niger, avant d'entrer dans la zone de conflit tchadien. La liste de son acte



accusatoire pourtant s'allonge à d'autres : dont l'embuscade et l'assassinat de 40 militaires à Batna, l'enlèvement et l'assassinat des moines de Tibhirine, à Médéa, l'enlèvement du sénateur Mohamed Bediar, à Tébessa. Plusieurs victimes et deux témoins étaient absents. L'avocat de Amari Saifi, Me Bachir Mechri, a

demandé l'ajournement du procès afin de permettre à toutes les victimes et les témoins d'être présents pour avoir un procès juste et équitable. Ce qui lui a été accordé, puisque le président a décidé le report de l'examen du dossier pour la prochaine session criminelle. Selon nos sources, rendez-vous est donné pour octobre 2024.

ALGER : DIX-HUIT BLESSÉS DANS LE RENVERSEMENT D'UN BUS

Dix-huit personnes ont été blessées dans un accident impliquant un bus de voyageurs, qui a dérapé puis s'est renversé sur l'autoroute Baba Ali en direction de Birtouta dans la capitale. Les services de

la protection civile ont indiqué que leurs unités sont intervenues, hier à 9h09, dans cet accident. Deux des blessés ont été évacués vers l'hôpital dans un état critique.

SINWAR, L'OBSESSION DE NETANYAHU

Des médias israéliens affirment que de récentes informations ont localisé le chef militaire du Hamas dans des tunnels autour de Khan Younès, prédisant que Yahya Sinwar, ne se cache pas à Rafah.

Pour «Times of Israel», citant deux responsables de Tsahal au fait de la question, alors que l'armée israélienne s'apprête à étendre ses opérations dans la ville la plus méridionale de la bande de Gaza, Sinwar ne serait pas dans cette zone.. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a

fait d'une éventuelle opération de Tsahal à Rafah l'une de ses priorités, le ciblage des dirigeants du Hamas étant toujours considéré comme un objectif de guerre majeur pour Israël. Israël a fait de l'élimination de Sinwar un élément clé de son objectif de destruction du Hamas. En février, Tsahal a diffusé des images de ce qui serait Sinwar marchant dans un tunnel avec plusieurs membres de Hamas. Sinwar et son adjoint - le chef de l'aile armée Mohammed Deif - restent insaisis-

sables, malgré les affirmations répétées des responsables israéliens selon lesquelles l'armée se rapprochait d'eux. En fait, depuis des mois, toute l'action de Tsahal et de Netanyahu est concentrée sur la seule neutralisation de Sinwar, qui demeure aussi introuvable qu'insaisissable. Pour les experts militaires israéliens, il s'agit d'une défaite dans la défaite, une défaite double qui va mettre un terme brutal à la vie politique de Netanyahu avant de le pousser vers les tribunaux.

HANNIBAL KADHAFI, DÉTENU AU LIBAN DANS DES CONDITIONS INQUIÉTANTES

Hannibal Kadhafi, fils du Guide Mouammar Kadhafi, est détenu depuis plusieurs années au Liban dans des conditions pointées du doigt par les autorités de Tripoli. Des photos divulguées du fils du défunt dictateur libyen Mouammar Kadhafi et de la minuscule cellule souterraine où il est détenu depuis des années au Liban ont suscité

des inquiétudes à Tripoli, les autorités libyennes exigeant que des améliorations soient apportées. Les photos montrent une pièce sans lumière naturelle où sont entassés les effets personnels d'Hannibal Kadhafi, un lit et des toilettes minuscules. «Je vis dans la misère», a déclaré le détenu dans une émission diffusée samedi soir par la

chaîne de télévision locale Al-Jadeed, ajoutant qu'il était un prisonnier politique dans une affaire sur laquelle il ne disposait d'aucune information. Kadhafi est détenu au Liban depuis 2015 après avoir été enlevé en Syrie voisine, où il vivait en tant que réfugié politique. Il a été enlevé par des militants libanais qui réclamaient des informa-

tions sur le sort de l'éminent religieux chiite libanais Moussa al-Sadr, disparu lors d'un voyage en Libye en 1978. Le sort d'al-Sadr est un point sensible au Liban. Sa famille pense qu'il est peut-être encore en vie dans une prison libyenne, mais la plupart des Libanais présument que Moussa al-Sadr, qui aurait aujourd'hui 95 ans, est mort.

L'ANCIEN MINISTRE MAROCAIN MOHAMED ZIANE, 82 ANS, EMPRISONNÉ AU MAROC :

«SI LE ROI MOHAMMED VI EST MALADE OU NE VEUT PAS RÉGNER, IL DOIT PARTIR»

L'ancien ministre Mohamed Ziane fait maintenant face à une nouvelle accusation pour le prétendu financement illégal du Parti Libéral Marocain qu'il a fondé.

Il est accusé d'avoir détourné environ 100 000 euros à l'État marocain.

L'ancien ministre marocain emprisonné, Ziane, réapparaît pour faire face à une nouvelle affaire : «Je vais mourir

en prison». Visiblement détérioré et avec des difficultés à marcher, l'ancien ministre marocain Mohamed Ziane, âgé de 82 ans, est retourné au tribunal pour faire face à une nouvelle affaire judiciaire concernant le supposé financement illégal du Parti Libéral Marocain qu'il a fondé et qu'il attribue à la persécution politique dont il souffre depuis qu'il a demandé l'abdi-

cation de Mohamed VI dans une interview avec El Independiente.

Dans les premières images diffusées depuis son emprisonnement il y a près de deux ans, Ziane apparaissait escorté par une légion d'agents lors de son transfert du tribunal au fourgon de police. «Je suis convaincu que je ne sortirai pas de prison et que je vais mourir ici», a-t-il déclaré

lundi à ses proches après avoir assisté à une audience dont la prochaine séance est fixée au 14 juin. Ziane a brièvement entamé une grève de la faim en février dernier pour protester contre les conditions de sa détention.

Ziane est emprisonné depuis 17 mois et, à 82 ans, il a gagné le surnom de «plus vieux prisonnier du monde».

Ancien ministre des Droits de

l'Homme du Maroc, l'avocat a rompu son silence carcéral à la fin janvier dans une conversation exclusive avec El Independiente. Ziane a de nouveau critiqué le monarque alaouite et ceux qui gouvernent de facto le pays, une «bande de médiocres». «Je maintiens tout ce que j'ai dit auparavant. Si Mohammed VI est malade ou ne veut pas régner, il doit partir».

L'EXPRESS



CONFIDENTIEL

Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Les partis politiques dans la course électorale

Le FFS estime qu'il y a nécessité de "réhabiliter le politique et la politique par le débat public, la confrontation saine des idées et des projets et susciter l'implication effective de nos concitoyens".



A l'approche des élections du 7 septembre, tous les partis politiques souffrent de la fièvre électorale et leur température s'emballe. Plusieurs d'entre eux ont choisi de se lancer dans la course électorale. Ainsi, le Front des forces socialistes (FFS) a décidé de participer à l'élection en présentant un candidat, si les conditions le permettent. Le candidat du FFS sera élu lors d'un congrès extraordinaire qui aura lieu dans les plus brefs délais.

La décision a été prise à l'issue des travaux de la session extraordinaire du conseil national du parti, tenue le 24 mai 2024, au siège du parti à Alger, indique un communiqué du parti, rendu public hier. Le FFS a expliqué que sa décision est motivée par trois raisons essentielles : « préserver l'Etat national, renforcer les institutions de la République et faire barrage à ceux qui veulent porter atteinte au pays, à son unité, sa souveraineté et sa stabilité, dans un contexte mondial et régional imprévisible et menaçant ». Le FFS estime qu'il y a nécessité de « réhabiliter le politique et la politique par le débat public, la confrontation saine des idées et des projets et susciter l'implication effective de nos concitoyens », d'offrir aux Algériennes et aux Algériens une alternative politique qui fera émerger un puissant pôle politique patriotique, progressiste, démocratique autour d'un projet de refondation des bases institutionnelles, politiques, économiques, sociales et culturelles du pays ». Par

cette décision, le parti met un terme au boycott de l'élection présidentielle. Il avait boycotté les élections de 2019, 2014, 2009 et 2004. La seule fois où le FFS a participé à la présidentielle, c'était en 1999, avec Hocine Aït Ahmed comme candidat, qui s'est retiré à la veille de l'élection avec cinq autres candidats, pour dénoncer la fraude annoncée.

LE MSP PROPOSE LA CANDIDATURE DE SON PRÉSIDENT, ABDELAALI HASSANI CHERIF

De son côté, le Conseil national de la Choura du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a proposé la candidature du président du parti, Abdelaali Hassani Cherif, à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. "Le Conseil national de la Choura du Mouvement de la société pour la paix, tenu les 24 et 25 mai au Palais des expositions, sur l'élection présidentielle du 7 septembre 2024, a décidé à la majorité de la participation du Mouvement à cette élection en proposant la candidature de son président, Abdelaali Hassani Cherif, à cette échéance", lit-on dans un communiqué du Conseil de la Choura. Cette candidature entre dans le cadre des traditions bien ancrées du MSP de présenter un candidat à chaque élection présidentielle, une tradition qui date du début des années 1990 et feu, Cheikh Mahfoud Nahnah. Il n'y eut de la parenthèse Abou Jerra Soltani, qui a été marquée par un ralliement au clan de soutien, faisant bloc

compact avec le FLN et le RND. Dépassée cette mandature, le parti est revenu à ses principes fondateurs qui l'ont toujours caractérisé sur l'échiquier politique national jusque-là.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU RND, MUSTAFA YAHY, POUR UN FRONT POLITIQUE UNI :

Pour sa part, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Mustafa Yahy, a salué les réalisations et les engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au cours de son mandat présidentiel. Yahy a déclaré, lors d'un rassemblement du parti dans la wilaya de Mila, hier, que « l'Algérie sera édifiée par un homme de consensus », et que la morale politique oblige tous les militants à activer et à s'exprimer dans le cadre du parti. Le même responsable a ajouté que l'Algérie d'aujourd'hui n'est pas l'Algérie de 2019 : « Nous allons donc poursuivre le processus de réformes et soutenir et développer les acquis sociaux, et cela avec un homme de consensus, et de ce fait, « le RND sera vent debout et uni pour l'homme du consensus ». Yahy a précisé en outre : « Vous savez où va la boussole RND, car nous croyons fermement que l'étape actuelle exige que le prochain président de la République soit un homme de consensus national auquel se ralliera fortement le peuple. Yahy a souligné que le peuple est « conscient de l'importance des prochaines élections présidentielles et de la réalité des

dangers et des menaces derrière lesquels se cachent des forces hostiles à l'Algérie ». Il a appelé le peuple à « se mobiliser en force le 7 septembre prochain pour voter en toute transparence ». Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a pris lui aussi la parole appelant hier depuis Médéa, à œuvrer pour la réhabilitation de l'action politique en vue de garantir la réussite de la prochaine élection présidentielle. Lors d'une conférence régionale des cadres des wilayas du Centre de la coalition « Stabilité et Réforme », réunissant sept (7) formations politiques, M. Sahli a affirmé que « la réussite des prochaines élections présidentielles nécessite d'œuvrer à la réhabilitation de l'action politique », appelant les partis à l'« adoption d'un discours politique constructif ». « Les partis politiques qui participeront aux élections présidentielles de septembre prochain ont le devoir d'améliorer leur discours politique et de jouer leur rôle dans la sensibilisation des citoyens sur l'importance de ce rendez-vous électoral », a-t-il ajouté. Explicitant le slogan « Stabilité et Réforme » choisi par la coalition, le SG de l'ANR a indiqué que la « Stabilité signifie qu'il y a d'importants acquis depuis l'indépendance qu'il faut préserver, dont les institutions, la sécurité, les prestations sociales, l'éducation et la santé, tandis que la Réforme veut dire qu'il faut remédier aux insuffisances, en œuvrant à leur amélioration ».

I.Med et Y.B.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES: LE FLN MOBILISE SES MILITANTS À TIZI-OUZOU

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a réuni hier ses militants au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, en prévision de l'élection présidentielle du 7 septembre. Lors d'une rencontre à la cinémathèque "Le Mondial", le responsable local du FLN, Kamel Ouguemate, a appelé les militants et adhérents du parti à "se préparer pour être les premiers sur le terrain pour dire notre mot" lors des prochaines élections présidentielles. "Nous attendons le feu vert de notre direction nationale pour savoir quel chemin prendre et être la locomotive sur le terrain", a-t-il ajouté. Le même responsable a également appelé les militants du parti présents à la rencontre, au "renforcement du front interne" et à "la préservation de l'unité nationale qui constitue une ligne rouge pour le FLN", a-t-il affirmé.

R.N.

BRAHIM BOUGHALI : « LE MOMENT EST VENU POUR LA NATION ARABE DE RETROUVER SON EFFICACITÉ »

L'Algérie abrite, les 26 et 27 mai, les travaux du 36^e Congrès de l'Union interparlementaire arabe (UIPA). La rencontre sera organisée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (Alger). Mais, avant cela, le Comité exécutif a tenu sa 34^e session pour examiner le rapport du Secrétaire général de l'Union. A cette occasion, Brahim Boughali a pris la parole, soulignant que cette « réunion sera d'un apport qualitatif à cet événement », tout en évoquant la contribution de l'ancien président de l'UIPA, président de la Chambre des représentants de la République d'Irak par intérim, Mohsen Al Mandalawi. Il a en outre souhaité à « l'Irak davantage de progrès et d'avancées dans un climat de sécurité et de stabilité ». Brahim Boughali a également déclaré que cette réunion intervient dans une conjoncture marquée par des développements extrêmement dangereux aux niveaux régional et international. Et cela a de profondes répercussions sur la région arabe, la Palestine en tête, un pays qui subit un génocide d'extermination de la part de l'entité sioniste. Cette agression s'inscrivant dans la continuité du projet colonialiste visant à exterminer la cause palestinienne, à déstabiliser la région et à l'entraîner dans le borbier de la violence et du chaos », indique Brahim Boughali. A cet égard, le président de l'UIPA souligne qu'en tant que « représentants des peuples arabes au sein de cet espace, notre lourde responsabilité est d'œuvrer au renforcement et à l'amélioration du statut et du rôle de notre Union, afin de répondre aux exigences de l'heure et aux aspirations et espoirs de nos peuples arabes ».

Y.S.

LA RAPPORTEUSE ONUSIENNE FRANCESCA ALBANESE LE DIT DE MANIÈRE TRÈS CLAIRE :

L'entité sioniste «n'arrêtera pas sa folie tant que la communauté internationale ne l'arrêtera pas»

Dans une déclaration sur son compte X, Francesca Albanese, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a appelé la communauté internationale à bouger et à imposer des sanctions à l'entité d'occupation sioniste pour stopper sa folie meurtrière et la forcer à se conformer à la décision de la Cour internationale de Justice.

«C'est après que la Cour internationale de Justice ait ordonné de mettre fin à l'offensive de Rafah qu'Israël intensifie ses attaques contre la ville», constate-t-elle, en soulignant qu'Israël n'arrêtera pas sa folie tant que la communauté internationale n'interviendrait pas pour y mettre fin. «Les États membres de l'ONU doivent imposer des sanctions à Israël, lui interdire la fourniture d'armes et suspendre leurs relations politiques et diplomatiques avec lui jusqu'à ce qu'il mette fin à son attaque.» plaide-t-elle. Pour rappel, vendredi dernier, la Cour internationale de Justice a ordonné à l'entité sioniste d'arrêter immédiatement son offensive militaire et toute autre action menée dans la ville de Rafah. Cette décision intervenant à quelques jours de la demande historique du procureur de la Cour pénale internationale Karim Khan de mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et son ministre de la Défense pour crimes de guerre



commis dans la bande de Ghaza, est un véritable séisme pour l'entité sioniste habituée à jouer le rôle de victime. Même si l'en-

tité sioniste continue actuellement à ignorer les décisions de la CPI et à se prévaloir du soutien des États-Unis qui manœu-

vent ces jours-ci pour déployer une pseudo-force de paix à Ghaza dans l'intention de se débarrasser de la résistance,

l'étau se resserre autour des sionistes et de leurs alliés. «Jamais auparavant l'État hébreu n'avait fait l'objet d'une pression internationale aussi intense et soutenue sur plusieurs fronts en raison de sa politique à l'égard des Palestiniens... et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a rejoint les rangs des dirigeants mondiaux considérés comme des parias internationaux en devenant la cible de la Cour pénale internationale», a estimé la chaîne CNN. Les soutiens et les lobbyistes pro-israéliens, à l'exemple de Joe Biden qui s'est même permis de jouer au juge en déclarant, toute honte bue, que ce qui se passe à Ghaza n'est pas un génocide, vont évidemment se prêter à un jeu de manipulations et de conspirations pour ébranler la CPI et permettre à l'entité sioniste de continuer son œuvre génocidaire. Mais «Alea jacta est» (le sort en est jeté), l'isolement de l'entité sioniste prend de jour en jour de l'ampleur.

Boualem B.

AMAR BENDJAMA DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU :

«Le personnel humanitaire doit être protégé»

Le Conseil de sécurité a adopté une résolution condamnant le ciblage des membres des organisations humanitaires, majoritairement des agences de l'ONU, dans les conflits armés. A l'issue du vote sur le projet présenté par la Suisse, l'ambassadeur permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations unies, Amar Bendjama, a largement évoqué l'engagement de l'Algérie dans la défense de l'intégrité physique et morale du personnel humanitaire, déployé dans les zones de guerre. «Vous méritez d'être protégés, conformément au droit international humanitaire, que toutes les parties au conflit doivent respecter. Si ce

n'est pas le cas, le paragraphe 2 de la résolution adoptée à l'instant est clair : il exhorte tous les États et parties aux conflits armés à respecter et faire respecter le droit international humanitaire applicable en toutes circonstances ». Le diplomate algérien a expliqué que l'intransigeance est le seul moyen de protéger efficacement les humanitaires, exposés, aujourd'hui plus que jamais, aux dangers dans la bande de Gaza. Il a rappelé que les attaques militaires indiscriminées de l'entité sioniste ont causé la mort de plus de 36 000 Palestiniens, dont 20 % de femmes, 8 % de personnes âgées et 32 % d'enfants. 262 membres

des organisations humanitaires, actives dans l'enclave palestinienne, ont été également tués, «faisant de cette agression la plus meurtrière pour les travailleurs humanitaires dans l'histoire moderne ». Il a également mis en relief le blocage des aides humanitaires à la population gazaouie, qui vit une situation insoutenable : elle est sans abris, sans vivres, sans eau, sans carburants pour faire fonctionner les hôpitaux, sans médicaments et dispositifs médicaux. «Entre le 10 et le 16 mai, seulement cinq camions d'aides ont été autorisés à entrer à Gaza, contre 500 camions avant le 7 octobre, laissant 1,1 million de personnes face à

des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire», a-t-il illustré. Amar Bendjama a insisté sur la nécessité de mettre en place une commission d'enquête internationale indépendante pour établir les faits, de mettre fin à l'impunité, et de poursuivre en justice les responsables de ces crimes odieux. Le diplomate a affirmé que les ordonnances de la Cour internationale de justice sont juridiquement contraignantes. L'occupation sioniste doit se conformer à l'injonction portant arrêt «immédiatement» de l'offensive militaire contre Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.

Y.B. et agences

RABAT COUPABLE DE «DÉTOURNEMENT» DES EAUX DE LA SAOURA Alger dénonce le «complot hydrique» marocain

Le 10^e Forum mondial de l'eau s'est achevé vendredi dernier à Bali (Indonésie) après cinq jours de travaux, avec un nouveau clash contre le Maroc, lequel s'était rendu coupable d'un acte de «détournement» des eaux de la Saoura. Pendant ce Forum de l'eau, l'Algérie a marqué son parcours par ses positions tranchantes, martelant que le droit de l'accès à l'eau et le principe de souveraineté des États sur leurs eaux souterraines sont inébranlables, de même que la question climatique qui impacte les générations à venir. En fait, les participants à la 10^e édition du Forum mondial de l'eau, tenue à Bali, sont allés à l'essentiel, avec l'entrée en scène des responsables gouvernementaux et des organisations mondiales qui pèsent le plus dans tout ce qui touche à la vie de la communauté internationale. Une activité intense à laquelle la participation algérienne a contribué en mettant en évidence la stratégie mise au point pour lutter

contre la raréfaction de l'eau autant par la faute du bouleversement climatique que celle due au comportement de certains pays.

Parfait exemple du déploiement des officiels en présence à Bali pour échanger au sujet de la cruciale question de l'amenuisement des sources d'eau : l'échange de deux visites en moins d'une heure entre Taha Derbal, le ministre algérien de l'Hydraulique, et son pair saoudien chargé de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, Abdulrahman bin Abdul Mohsen Al-Fadhli.

Une première rencontre, d'abord, au sein du pavillon saoudien où les deux ministres ont évoqué les intérêts communs avant d'échanger des vues sur des questions relatives à leurs départements. Puis, une seconde entrevue, un peu plus tard, consacrée celle-ci à un «voyage» d'un genre particulier du ministre saoudien à travers le clou de

l'exposition algérienne : une chambre immersive en 3D, qui a attiré l'attention de beaucoup de participants, entre membres du Forum et visiteurs du grand palais des expositions de Bali. A travers cette immersion, en 3D donc, dans la vaste région du Sahara algérien, tout le monde a pu constater le degré des dégâts occasionnés par la décision marocaine de la priver d'eau, au risque de tuer toute espèce de vie, en érigeant des barrages pour empêcher les flux de parvenir dans la région qui comptait en oued Saoura un des oueds les plus dynamiques en raison des inondations fréquentes et substantielles dans la région. Oued Saoura faisait vivre au moins neuf zones humides, caractérisées par une diversité biologique extrême, constituant un patrimoine naturel exceptionnel et, de ce fait, un biotope d'une incroyable richesse, qui se meurt à petit feu. Depuis 2021, l'oued Saoura a connu

une diminution significative du volume d'eau provenant de ses affluents, avec l'affluent principal, l'oued Guir, contribuant le plus à cette baisse, affectant toute la région sud-ouest de l'Algérie et entraînant le dessèchement rapide du barrage de Djorf Torba, construit en 1969, dans la zone humide la plus importante de la Saoura et le seul barrage existant dans la région.

A travers ce voyage, les participants au Forum de l'eau, de même que de nombreux visiteurs du Centre international des expositions de Bali, ont visionné en live la transformation de la Saoura, passée de région respirant la vie à région menacée d'une mort lente. Un fait dont ont également pris connaissance, grâce à cette prouesse technologique, de nombreux visiteurs du pavillon algérien : un moment clé de la participation algérienne au 10^e Forum mondial de l'eau.

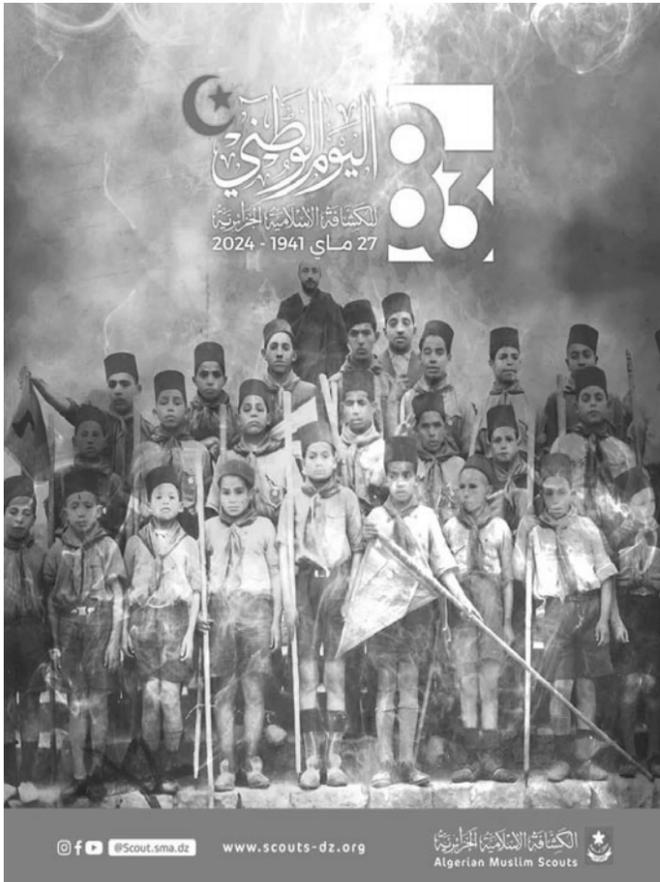
I.Med Amine

LES SMA CÉLÈBRENT LEUR JOURNÉE NATIONALE

Sous le slogan «Les Scouts toujours au service de la patrie»

L'Algérie célèbre la Journée nationale des Scouts musulmans algériens (SMA), qui coïncide avec le 27 mai de chaque année, sous le slogan "les Scouts toujours au service de la patrie".

Les SMA ont organisé, hier, à l'occasion de la célébration de leur Journée nationale coïncidant avec le 83e anniversaire de la mort en martyr du héros Mohamed Bouras, un rassemblement national des Scouts à la Coupole (Alger). Instituée par le président de la République en 2021, la Journée nationale des SMA s'inscrit dans le cadre de la glorification du parcours de ce mouvement qui fait partie de la mémoire nationale. Depuis sa création, le mouvement des SMA œuvre à inculquer aux jeunes les valeurs de patriotisme et à renforcer le sens de l'abnégation et de la solidarité chez ses membres. En concrétisation de son objectif d'être un autre front de défense des intérêts suprêmes du pays, le mouvement des SMA tend à élargir sa base d'adhérents et à conformer ses activités aux constantes de la nation. L'appel aux enfants et aux jeunes de rejoindre les rangs des SMA, s'inscrit dans le cadre de leurs efforts visant à promouvoir l'action de proximité et de sensibilisation, aussi bien au sein des groupes que des mouhafada des wilayas et à inculquer l'esprit de citoyenneté chez cette catégorie. La consécration de ces principes se veut un prolongement historique de l'action du mouvement scout, qui a contribué efficacement à la



formation des pionniers du mouvement national à qui les SMA ont fourni une génération imprégnée de valeurs nationales que l'occupant français a tenté d'effacer. Les SMA ont vu passer dans leurs rangs de nombreux héros de la glorieuse guerre de libération, tels que le chahid Larbi Ben M'hidi, Zighoud

Youcef et Didouche Mourad, et beaucoup de leurs membres ont participé aux manifestations du 8 mai 1945. Ses aspirations des SMA se reflètent aujourd'hui dans la contribution à l'édification de l'Algérie nouvelle, à travers la poursuite de leur parcours historique authentique, après avoir été à

l'avant-garde dans tous les processus engagés par le pays, inspirés qu'ils étaient du parcours militant de son fondateur le chahid Mohamed Bouras. Né le 26 février 1908 dans la ville de Miliana, le chahid Bouras a fondé le groupe scout "El Falah" à la Casbah et est le premier à avoir appelé tous les groupes scouts du pays à s'unir et à former une organisation nationale unifiée. Tous les groupes ont répondu à son appel en juillet 1939 à El Harrach, où la création des "Scouts musulmans algériens" en tant qu'organisation nationale a été proclamée avec Bouras comme président. Le fervent patriote, exécuté par le colonialisme français le 27 mai 1941, était une véritable école de militantisme et un dirigeant fédérateur, profondément convaincu que la lutte pour l'indépendance du pays ne saurait se réaliser qu'avec un peuple conscient et armé de savoir et d'éducation. Le jour de l'exécution du héros auteur du slogan "Kun Moustaidane" (sois prêt), a été le début d'événements qui ont constitué un tournant décisif dans la lutte du peuple algérien, en premier lieu les événements du 8 mai 1945 et plus tard, la journée mémorable du 1er Novembre 1954, date du déclenchement de la guerre de libération.

R.N.

HADJ 2024

LA MECQUE S'APPRÊTE À ACCUEILLIR LES PREMIERS PÈLERINS ALGÉRIENS

La Mecque commencera à accueillir, à partir de ce dimanche, les premiers pèlerins algériens du hadj 2024, a indiqué le chef de la mission d'accueil, Zouhir Boudraa. Dans une déclaration à la presse, Zouhir Boudraa a précisé que la Mecque accueillera dans un premier temps quelque 800 pèlerins algériens qui rejoindront l'Aéroport de Djeddah à bord de trois (3) vols en provenance d'Alger et 500 autres pèlerins à bord de deux (2) vols depuis Médine où ils sont arrivés lundi dernier, ajoutant qu'ils seront répartis sur quatre hôtels. L'équipe de la mission d'accueil est à pied d'œuvre pour permettre aux pèlerins d'accomplir les rites du hadj dans les meilleures conditions, a-t-il assuré.

Il dira que la Mecque accueillera en tout 41.300 pèlerins qui arriveront par plusieurs vols dont le premier est prévu le 25 mai au soir et le dernier le 12 juin, notant que l'hébergement de 85% d'entre eux avait été effectué en ligne.

Boudraa a en outre fait savoir que les autorités algériennes avaient donné des instructions pour garantir tout le confort nécessaire aux pèlerins, assurant que la Mission algérienne avec ses différentes sections (Protection civile, santé et orientation religieuse) ne ménageait aucun effort pour permettre aux pèlerins algériens d'accomplir les rites du hadj dans les meilleures conditions.

R.N.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Algérie salue l'adoption par les Etats de l'OMPI d'un traité «historique»

L'Algérie s'est félicitée, vendredi à Genève, de l'adoption par les Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) du traité sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés, le qualifiant d'"historique". La Délégation de la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies à Genève (ONUG) et des organisations internationales en Suisse, qui a adhéré au communiqué lu par le représentant du Kenya au nom du groupe africain, s'est réjouie "du succès de la conférence diplomatique qui a abouti à l'adoption d'un traité historique sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés". "L'Algérie saisit cette occasion pour remercier le président de la conférence, son éminence l'ambassadeur Guilherme de Aguiar Patriota, pour la bonne direction des travaux, ainsi que tous les

membres des commissions pour les efforts louables consentis tout au long de la tenue de la conférence", a souligné la Délégation algérienne. "Nous exprimons également notre gratitude au directeur général de l'OMPI, Daren Tang, et à l'équipe du secrétariat pour leurs efforts en vue de faciliter les travaux de la conférence". La Délégation algérienne a salué "l'ambiance positive et constructive qui a caractérisé les travaux de la conférence, grâce à l'esprit de responsabilité et de flexibilité dont ont fait montre les Etats membres, ce qui a permis de parvenir à des accords importants sur l'instrument international et l'adoption du traité par consensus". La Mission permanente de l'Algérie auprès de l'ONUG considère que l'adoption de ce traité contraignant "constitue un progrès tangible dans le processus de consolidation du cadre juridique international relatif à la protection des ressources géné-

tiques et des savoirs traditionnels associés, et "reflète clairement la volonté des Etats membres de parvenir à un système de propriété intellectuelle plus équilibré, plus inclusif et plus équitable". La Délégation a indiqué que "l'Algérie aspire à poursuivre le travail avec les Etats membres pour renforcer la protection effective des ressources génétiques et des savoirs traditionnels et contribuer à la promotion de l'innovation et de la créativité pour la réalisation des objectifs du développement durable".

R.S.

SELON L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

Le Covid a fait chuter l'espérance de vie de près de deux ans

La pandémie de Covid-19 a fait chuter l'espérance de vie dans le monde de près de deux ans entre 2019 et 2021, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vendredi. Entre 2019 et 2021, l'espérance de vie mondiale a chuté de 1,8 an pour atteindre 71,4 ans, soit le niveau de 2012, selon le rapport annuel de l'OMS sur les statistiques sanitaires mondiales. "Cela signifie que nous devons vraiment (...) veiller à maintenir un environnement stable pour que toutes les populations, où qu'elles se trouvent, puissent prospérer", dira Dr Samira Asma, sous-

directrice générale de l'OMS, en conférence de presse. De même, l'espérance de vie qu'une personne peut espérer en étant en bonne santé a diminué de 1,5 an pour atteindre 61,9 ans en 2021, le niveau de 2012. "En seulement deux ans, la pandémie de Covid-19 a effacé une décennie de progrès en matière d'espérance de vie", a souligné le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. "C'est pourquoi le nouvel accord sur les pandémies" que les pays membres de l'OMS négocient, "est si important", a-t-il précisé. Un tel traité peut servir, selon lui, "non seulement

pour renforcer la sécurité sanitaire mondiale, mais aussi pour protéger les investissements à long terme dans le domaine de la santé et promouvoir l'équité au sein des pays et entre eux". L'espérance de vie n'a pas chuté de la même façon partout dans le monde pendant la pandémie de Covid-19, qui a fait des millions de morts. Selon un communiqué de l'OMS, les régions des Amériques et de l'Asie du Sud-Est ont été les plus durement touchées, avec une baisse de l'espérance de vie d'environ 3 ans et de l'espérance de vie en bonne santé de 2,5 ans entre 2019 et 2021.

R.S.

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

SIGNATURE D'UN ACCORD ENTRE LA CACI ET LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS (LNE)

Un accord de coopération en matière de formation relative à la qualité a été signé, jeudi à Alger, entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et le Laboratoire national d'essais (LNE).

Cet accord a été signé en marge d'une journée d'information et de sensibilisation organisée par le LNE pour faire connaître ses missions, ses services et son rôle dans la promotion du produit national, et ce, par le chargé de la gestion de la CACI, Hocine Zaoui et la directrice générale du LNE, Nawel Necib.

L'accord a pour objectif d'améliorer les compétences et les potentialités des entreprises économiques, en vue de renforcer la qualité des services et des produits algériens, mais aussi pour répondre aux exigences du marché national.

Un autre accord a été signé entre le Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE) et le LNE, dans le cadre du développement de l'action des laboratoires d'analyses de la qualité et de répression de la fraude. Dans une allocution à l'occasion, la DG du LNE, a souligné l'importance du rôle de cet organisme, doté d'équipements et de moyens de pointe pour contrôler la qualité des produits fabriqués localement et importés, et s'assurer de leur conformité aux normes internationales en vigueur.

L'activité du LNE intervient en réponse aux besoins des opérateurs économiques et des entreprises productrices, dans le but de protéger le produit national et de renforcer sa compétitivité aux marchés internationaux, a ajouté Mme Necib.

Cette manifestation a vu l'organisation d'une exposition dédiée aux opérateurs économiques actant dans le domaine industriel, notamment dans la fabrication des équipements électroménagers, la sidérurgie et les produits cosmétiques, avec la participation des laboratoires de contrôle de la qualité et des laboratoires relevant des Centres de recherches scientifiques, ainsi que du Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Énergétique (CEREFÉ).

R.E.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'Italie soutient la construction d'une interconnexion avec l'Algérie et la Tunisie

Le gouvernement italien, dirigé par Giorgia Meloni, a exprimé son soutien à un nouveau plan ambitieux visant à accroître les importations européennes d'énergie propre à faible coût qui sera produite en Afrique du Nord. Les responsables italiens ont rencontré les dirigeants du projet Medlink, signe de la volonté de Rome d'utiliser son poids politique pour soutenir le plan.

Le projet nécessite la mise en place d'équipements et la construction d'unités, dont des panneaux solaires, en Tunisie et en Algérie, l'énergie produite étant ensuite exportée vers les régions de Toscane et de Ligurie en Italie via des lignes de transport maritime, selon un document confidentiel du projet, rapporte l'agence Bloomberg. Le projet a été préparé par une société fondée par d'anciens dirigeants de l'opérateur de réseau gazier Snam qui a récemment levé plus de 100 millions d'euros (108 millions de dollars) de financement de démarrage. Le projet devra lever un financement d'environ 5 milliards d'euros pour mettre en œuvre le plan, selon les sources. Cela représente un défi de financement pour la viabilité économique du projet, car les coûts de développement doivent être couverts par les clients qui réserveront et achèteront la production d'électricité. Medlink reçoit également un



certain soutien au niveau européen, après avoir été inclus dans le plan à long terme Entso-e des opérateurs de réseaux de transport d'électricité de l'Union européenne, et le projet a également été inclus dans le plan Meloni pour l'Afrique, plus large, selon Rome qui soutiendra la croissance et réduira l'immigration clandestine. L'énergie produite par Medlink devrait à terme représenter 8 % de la consommation

annuelle totale d'électricité de l'Italie, selon le document, qui note également que fournir de nouveaux volumes importants d'approvisionnement au continent pourrait faire du pays un « centre énergétique pour l'Europe ».

Cela cadrerait également parfaitement avec le plan de Meloni pour la région, qu'elle s'est rendue au moins trois fois depuis son entrée en fonction en 2022. L'initiative, baptisée "plan Mattei", vise à sou-

tenir le développement de la région et à réduire l'immigration clandestine.

La nouvelle ligne d'interconnexion donnera également au Premier ministre une réelle opportunité de démontrer son engagement en faveur de la région et de la sécurité énergétique de ses alliés européens, alors qu'elle cherche à renforcer la position de l'Italie sur la scène mondiale, selon des sources proches du dossier.

Les éoliennes, les panneaux solaires et les sites de stockage de batteries du projet Medlink en Tunisie et en Algérie devraient constituer une capacité totale installée de 10 GW, transportant jusqu'à 28 térawatts par an d'énergie vers le nord de l'Italie via deux câbles sous-marins à haute tension, selon au document. Le projet, dont la mise en service est prévue pour 2030, vise également à exporter de l'électricité vers l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse.

M.H.

SECTEUR FINANCIER

Faid insiste sur la généralisation de la numérisation

L'hôtel El Aurassi a accueilli, hier, une journée d'information organisée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité (DGTC) sous le thème « Le Trésor et la modernisation du secteur économique et financier ». Cet événement a été l'occasion pour la DGTC de détailler ses projets de réforme et de modernisation dans des domaines clés tels que la comptabilité publique, les banques, les assurances, et le marché financier, ainsi que ses interventions financières.

Le Ministre des Finances, Laaziz Faid, a souligné, à cette occasion, que cette journée s'inscrivait dans la mise en œuvre de la feuille de route des pouvoirs publics visant à moderniser le secteur financier. Il a mis particulièrement l'accent sur l'importance de la transition numérique pour offrir des services financiers de qualité à moindre coût à tous les citoyens.

Les progrès réalisés dans le cadre des réformes visant à moderniser la gestion financière publique ont été mis en lumière par le ministre, marquant ainsi une

étape importante vers une administration financière plus transparente et efficace. Ces avancées s'inscrivent dans le cadre du Plan Stratégique pour la Réforme des Finances Publiques, en conformité avec la loi organique n°18-15 du 2 septembre 2018 visant à moderniser le cadre législatif et réglementaire de la comptabilité publique selon les normes internationales.

« Nous sommes résolus à poursuivre notre marche vers la concrétisation des réformes, avec tous les moyens nécessaires en termes de soutien logistique, de mesures d'accompagnement, et de ressources humaines et matérielles, pour assurer le développement d'une trésorerie publique au service de l'économie, des institutions et des citoyens, dira le ministre.

Faid a également appelé à une contribution active de chaque partie prenante pour garantir une mise en œuvre efficace des politiques de modernisation et de réforme.

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité a détaillé, de son côté la stratégie de modernisation de la DGTC, visant à réaliser les objectifs de la réforme budgétaire et comptable, ainsi qu'à développer une supervision financière du secteur économique public basée sur les règles du marché et la performance. Il a souligné l'importance d'une gestion moderne et prospective des flux du Trésor, soutenue par un personnel qualifié et une infrastructure moderne, notamment un Système d'Information Intégré.

La journée a été structurée autour de trois panels. Le premier panel a traité du projet de réforme de la comptabilité publique, le second des réformes du secteur financier incluant les banques, les assurances et le marché financier, et le troisième a mis en lumière les interventions financières du Trésor dans le secteur public marchand, notamment dans le financement des grands projets structurants de l'État.

R.E.

L'OPEP+ SE RÉUNIT À DISTANCE EN JUIN

Attentes d'une extension des restrictions de production

La coalition a reporté la réunion d'un jour par rapport à la date prévue au 2 du mois prochain. L'alliance OPEP+ a décidé de tenir sa réunion virtuellement le mois prochain pour discuter des niveaux de production pétrolière, au lieu d'y assister en personne comme prévu précédemment, selon un communiqué officiel publié sur le site Internet de l'organisation. Il a également été décidé de tenir la réunion le 2 juin, un jour après la date précédemment spécifiée, au cours de

laquelle les pays de la coalition discuteront de la politique de production au cours du second semestre, selon le communiqué.

L'OPEP a maintenu ses prévisions de croissance de la demande de pétrole en 2024 et 2025 inchangées, respectivement à 2,2 et 1,8 millions de barils par jour, dans son rapport de mai.

Les données de production réelles des pays de l'OPEP+ en avril ont montré une diminution de leur production de 246

000 barils par jour, selon 7 sources secondaires, qui ont indiqué que la production pétrolière de l'Arabie saoudite s'est stabilisée à 9 millions de barils par jour au cours du mois dernier.

La réunion de l'OPEP+ intervient à la lumière de la baisse des approvisionnements en pétrole sur le marché mondial au cours du trimestre en cours, pour des raisons notamment la réduction de la production de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, selon l'Agence inter-

nationale de l'énergie, et cette baisse devrait se poursuivre si le La coalition préfère maintenir les restrictions de production.

Pour sa part, Goldman Sachs s'attendait plus tôt ce mois-ci à ce que l'OPEP+ prolonge les restrictions de réduction de production lors de la prochaine réunion, abandonnant ainsi ses attentes selon lesquelles l'alliance réduirait les restrictions volontaires.

M.H.

PÊCHE AU THON ROUGE À CHLEF :

Quatre thoniers mobilisés

Ces thoniers font partie des 34 unités engagées par l'Algérie dans la campagne internationale de pêche du thon prévue le 26 mai qui se poursuivra tout au long du mois de juin en vue de la pêche du quota algérien, à savoir 2046 tonnes. La wilaya de Chlef est, en outre, le plus grand producteur de daurade et de loup de mer grâce à six fermes aquacoles en milieu marin d'une capacité de production au total de 2 000 tonnes.

Quatre thoniers immatriculés sur le territoire de la commune de Ténès, au nord de Chlef, prendront part à la campagne de pêche du quota algérien en thon rouge, au titre de la campagne internationale prévue au lancement le 26 mai courant pour se poursuivre tout au long du mois de juin prochain, selon la direction de wilaya de la pêche et de l'aquaculture. «Pour cette campagne 2024, quatre autorisations de pêche au thon rouge ont été accordées à des patrons de thoniers immatriculés sur le territoire de la commune de Ténès, pour prendre part à la campagne internationale de pêche au thon rouge à partir du 26 mai courant», a indiqué le directeur du secteur, Hocine Melikeche, notant que ces bateaux sont dotés de tous les



moyens et équipements nécessaires et sont en conformité avec les conditions stipulées dans le cahier des charges de l'opération. En effet, ces dernières années, la wilaya de Chlef participe régulièrement à la campagne de pêche au

thon rouge, qui concerne cette année 34 bateaux battant pavillon national, pour la pêche du quota algérien de thon fixé à 2.046 tonnes, a précisé le même responsable. Sur un autre volet, Melikeche a souligné l'ensemencement d'un million d'alevins de poissons (daurade et loup de mer), réalisé ce début de semaine à la ferme d'aquaculture marine «El Mokretar Aqua» de la commune de Beni Haoua. Les fermes aquacoles de la wilaya, leader national en matière d'aquaculture avec pas moins de six fermes marines assurant une production globale de plus de 2000 t/an, ont enregistré, cette année, plusieurs opérations d'ensemencement, notamment suite à l'entrée de plusieurs fermes en phase de production et de commercialisation.

R.R.

BOUMERDÈS : RÉOUVERTURE À LA CIRCULATION DE L'ÉCHANGEUR DE BENRAHMOUNE

L'Algérienne des autoroutes (ADA) a annoncé, mercredi, la réouverture à la circulation de l'échangeur de Benrahmoune de la rocade de Boudouaou (Boumerdès) au niveau de l'autoroute et ce après achèvement des travaux de maintenance à son niveau. Les travaux réalisés dans les délais impartis, ont permis, selon le communiqué de l'ADA, de réhabiliter les trois (3) joints de chaussée du pont endommagés, au niveau de l'échangeur, en procédant à leur remplacement par de nouveaux joints, afin de renforcer la sécurité routière. Les services de maintenance de l'ADA - région centre - ont engagé l'opération de maintenance la réhabilitation, via une entreprise privée de travaux publics, en fixant un délai de réalisation d'un mois à compter du 21 avril passé. La programmation de ces travaux « nécessaires » intervient, à cette période, pour éviter leur programmation en été où le trafic routier devient plus dense, et éviter, ainsi, toute éventuelle perturbation de la circulation, explique l'Algérienne des autoroutes.

AKBOU

APPEL À AMPLIFIER LE MOUVEMENT ASSOCIATIF

Le président de l'Observatoire national de la société civile, Noureddine Benbraham, a exhorté jeudi, depuis la ville d'Akbou (Bejaia), la frange juvénile à renforcer leur engagement et amplifier leur mobilisation afin de consolider la dynamique de solidarité nationale et d'appuyer

ainsi la stratégie inhérente au développement socio-économique du pays. Intervenant à l'occasion d'un regroupement régional au stade olympique de la ville, M. Benbraham a notamment mis en exergue, l'importance du réseautage entre associations et la densification du

partage des expériences et projets à travers les réseaux sociaux. L'objectif, a-t-il expliqué, est "d'approfondir la dynamique de dialogue et de concertation, et d'apporter des réponses concrètes et partagées aux attentes des citoyens", soulignant, à ce propos, l'importance

de fédérer les énergies. M. Benbraham a, à l'occasion, évoqué l'ancienne organisation sociale de Tadjemâat (comité de village), et rappelé ses vertus, appelant à s'en inspirer autant dans son fonctionnement qu'en matière d'efficacité dans la gestion des affaires de la cité. Il a estimé que

Tadjmâat est un exemple simple de la démocratie participative, et que les choses dans le contexte actuel sont éminemment plus complexes, et impliquent d'autres facteurs, dont l'environnement, les équilibres sociaux, la conduite des projets, et autres.

APS

ORAN :

Réalisation d'un Village scientifique à Es-Senia

Le projet de réalisation du Village scientifique sera lancé prochainement au niveau de DhayaMorsli, communément appelé « Sebkhah », dans la commune d'Es-Senia (Oran), selon des services de la wilaya. Inscrit au titre de l'année 2024, le projet est en phase d'étude, une étude en voie d'achèvement, avant l'élaboration du cahier des charges et le lancement prochain des travaux, et ce dès la finalisation

des procédures administratives, a fait savoir la même source, ajoutant que le futur Village scientifique sera mis à la disposition de l'Université d'Oran, dès son entrée en exploitation. Les travaux projetés par les initiateurs du projet porteront, notamment, sur la réalisation d'espaces verts, d'aires de détente et d'autres réserves à la pratique sportive, des structures commerciales, ainsi que 5 bâtiments

devant être dédiés à diverses activités. Le futur Village scientifique, dont la conception est inspirée du patrimoine architecturale de la capitale de l'Ouest, sera le premier du genre à l'échelle nationale. Dès son entrée en exploitation, le Village scientifique constituera un espace supplémentaire de loisirs et de détente pour les familles oranaises et les visiteurs. Ce village s'ajoutera aux autres infrastructures

similaires réalisées ou lancées en cours de réalisation dans la capitale de l'Ouest, ces dernières années, et dont certaines seront réceptionnées avant la prochaine saison estivale, à l'instar du jardin citoyen d'Es-Seddikia, le Plateau de Sidi M'hamed et le jardin méditerranéen, dont la réalisation a fortement contribué à conférer un look esthétique certain à la ville d'Oran et à consolider son attractivité.

Ouverture de la 25^e édition du Salon international de l'Artisanat

La 25^e édition du Salon international de l'Artisanat (SIAT 2024) a été ouverte, jeudi au Centre des conventions d'Oran «Ahmed Benahmed», sous la supervision du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche. Cette manifestation, qui connaît la participation de 323 artisans de différentes régions du pays, ainsi que de 64 artisans étrangers de Tunisie,

Palestine, République Arabe Saharaouie Démocratique, Egypte, Sénégal, Mauritanie, Niger et Italie, offre un espace pour échanger les expériences, encourager l'innovation et commercialiser leurs produits traditionnels. Ce rendez-vous représente une occasion propice pour les artisans et les acteurs du secteur de se rencontrer afin d'échanger les expériences et

les idées, ainsi que de promouvoir les produits artisanaux traditionnels, de mettre en valeur les compétences artisanales et les dernières évolutions dans ce domaine, selon les organisateurs. Il se concentrera également sur les différents développements du secteur, notamment l'introduction de la numérisation, sachant que l'accent sera mis sur la nécessité de la

généraliser et de l'utiliser dans la promotion et le marketing. Cette 25^e édition du Salon international de l'Artisanat sera également l'occasion de faire découvrir les activités artisanales les plus importantes nécessitant une protection, notamment la fabrication de paniers traditionnels, la poterie, le cuivre (dinanderie) et la céramique.

Une délégation du groupe hospitalier italien San Donato à la clinique de Misserghine

La clinique spécialisée en chirurgie orthopédique et en rééducation fonctionnelle des victimes d'accidents de travail, sise à Misserghine (Oran), relevant de la tutelle de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), a reçu, mardi, une délégation du groupe hospitalier italien « San Donato », en vue d'explorer et d'identifier les moyens de coopération dans le domaine médical, de la chirurgie et de la formation.

Le Directeur général adjoint de la CNAS Kheddim Khaled a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de

cette visite, que cette dernière intervient dans le sillage de la convention, signée lundi à Alger avec le groupe hospitalier italien, afin de «préparer un programme de travail commun pour la prise en charge médicale et chirurgicale de malades victimes de distorsion et de courbures de la colonne vertébrale des enfants».

«La distorsion et la courbure de la colonne vertébrale chez les enfants est l'une des pathologies qui revêt une grande importance au niveau des services de santé publique, sachant que les sujets

affectés par cette maladie sont transférés à l'étranger», a expliqué le même responsable, ajoutant que «notre vision prospective actuelle est de la traiter médicalement et chirurgicalement en Algérie, en collaboration avec le groupe italien». M. Kheddim a fait observer que la délégation italienne, constituée de spécialistes en chirurgie orthopédique et cardiaque, a visité, hier lundi, la clinique médico-chirurgicale infantile (CMCI) de Bousmaïl (Tipasa), relevant également de la CNAS, où elle s'est enquis des préparatifs devant précéder une première

visite de travail au cours de laquelle elle devra effectuer, au niveau de cette même clinique, des opérations chirurgicales au profit d'une dizaine d'enfants qui devaient être transférés à l'étranger pour y être soignés ».

Le même responsable a, d'autre part, déclaré que «cette démarche confirme qu'au niveau de la CNAS, nous œuvrons sérieusement à porter à la baisse le nombre de malades transférés à l'étranger et à transférer, sur le terrain, la technologie entre des médecins algériens et des spécialistes du groupe hospitalier.

PLUS DE 100 MILLIARDS DE DOLLARS

Les systèmes d'échange de quotas d'émission génèrent la majorité de ces revenus, dont plus de la moitié est destinée à des programmes en faveur du climat et de la nature.

En 2023, les recettes tirées de la tarification du carbone ont atteint le chiffre record de 104 milliards de dollars, selon le rapport State and Trends of Carbon Pricing de la Banque mondiale, qui recense 75 instruments de tarification du carbone actuellement en vigueur dans le monde. Plus de la moitié de ces revenus ont servi à financer des programmes liés à la lutte contre le changement climatique et à la protection de la nature. « Les instruments de tarification du carbone sont l'un des outils les plus efficaces pour aider les pays à réduire leurs émissions.

Il faut donc se réjouir qu'ils s'étendent à de nouveaux secteurs, gagnent en adaptabilité et viennent compléter d'autres mesures, explique Axel van Trotsenburg, directeur général senior de la Banque mondiale. Ce rapport peut permettre aux décideurs de mieux comprendre ce qui fonctionne et pourquoi il est important d'accroître à la fois le prix du carbone et la portée des instruments de tarification pour faire baisser les émissions. » La Banque mondiale assure le suivi des marchés du carbone depuis une vingtaine d'années et l'étude publiée aujourd'hui est la onzième édition du rapport annuel consacré à la situation et l'évolution de la tarification du carbone. Au moment de la première parution, les taxes sur le carbone et les systèmes d'échange de quotas d'émission ne couvraient que 7 % des émissions mondiales. Ce chiffre a grimpé à 24 % dans l'édition 2024. Le rapport constate des progrès notables dans de grands pays à revenu intermédiaire, comme le Brésil, l'Inde, le Chili, la Colombie et la Turquie. Et si les instruments de tarification du carbone concernent toujours principalement les secteurs traditionnels que sont l'énergie et l'industrie, ils suscitent un intérêt croissant dans de nouveaux secteurs comme l'aviation, le transport maritime et les déchets. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières mis en place par l'Union européenne et actuellement dans sa phase transitoire, encourage également les États à instaurer un prix du carbone pour des secteurs tels que l'acier, l'aluminium, le ciment, les engrais et l'électricité. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont de plus en plus recours à des systèmes de crédit carbone qui permettent d'attirer davantage de financements par le biais de marchés volontaires et de faciliter la participation aux marchés réglementaires internationaux. Toutefois, malgré des recettes record et une croissance soutenue, les niveaux mondiaux du prix du carbone et l'étendue des instruments de tarification restent trop faibles pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. À l'heure actuelle, moins de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont soumises à un prix direct sur le carbone égal ou supérieur à la fourchette recommandée par la Commission de haut niveau sur les prix du carbone pour parvenir à limiter la hausse de la température bien en deçà de 2 °C. Il faudra une volonté politique beaucoup plus forte, note le rapport, pour combler le fossé entre les engagements climatiques des pays et les mesures qu'ils mettent en œuvre.

DES PROGRÈS ENCOURAGEANTS,

MAIS IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE

Donner un prix au carbone est, parmi un ensemble intégré de mesures, l'un des outils les plus efficaces dont disposent les responsables publics pour encourager la réduction des émissions. Il y a dix ans à peine, les mesures de tarification du carbone ne concernaient que 7 % des émissions mondiales ; elles en couvrent près d'un quart aujourd'hui. Il y a des raisons d'être optimiste devant l'évolution et le développement de ces instruments : le nombre croissant de dispositifs de tarification du carbone a permis d'atteindre un niveau record de recettes de 104 milliards de dollars en 2023. Et — ce qui est particulièrement encourageant — la plupart des revenus tirés de la tarification du carbone ont servi à financer des programmes liés au climat et à la nature. Il y a dix ans à peine, les mesures de tarification du carbone ne concernaient que 7 % des émissions mondiales ; elles en couvrent près d'un quart aujourd'hui. Le nombre d'instruments mis en œuvre a augmenté pour atteindre un total de 75 dispositifs en vigueur dans le monde. On observe notamment des initiatives récentes en Australie, en Hongrie, en Slovaquie, au Mexique et à Taïwan, Chine.

Ces mesures sont en outre de plus en plus adaptables aux contextes nationaux et à de nouveaux secteurs. On note ainsi des progrès notables dans de grands pays à revenu intermédiaire comme le Brésil, l'Inde, le Chili, la Colombie et la Turquie, avec l'instauration de systèmes d'échange de droits d'émission. Si les instruments de tarification du carbone concernent toujours principalement l'énergie et l'industrie, d'autres secteurs enregistrent également des progrès, tels que l'aviation internationale, le transport maritime et les déchets. Des pays comme la Chine, le Viet Nam, la Thaïlande et Singapour s'efforcent d'apporter une plus grande complémentarité entre dispositifs de tarification et marchés du carbone en intégrant dans leurs bouquets de mesures des systèmes de crédit carbone. Cette démarche peut soutenir les instruments de tarification nationaux et permettre d'étendre le signal prix à de nouveaux secteurs. Malgré ces tendances positives, on ne parviendra à exploiter réellement tout l'intérêt du prix du carbone qu'avec des niveaux de prix plus élevés et une couverture plus large. Ce qui nécessitera un engagement politique, des cadres mondiaux plus solides et des efforts pour partager les meilleures pratiques et impulser ainsi de plus grandes ambitions. Le temps ne joue pas en notre faveur : les pays devront aller plus loin et plus vite pour infléchir de manière décisive la courbe des émissions et préserver une planète vivable.

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Malgré ces tendances positives, on ne parviendra à exploiter réellement tout l'intérêt du prix du carbone qu'avec des niveaux de prix plus élevés et une couverture plus large.

Le rapport annuel State and Trends of Carbon Pricing fournit des informations objectives et actualisées sur les grandes évolutions de la tarification du carbone, témoignant des efforts

que nous déployons pour devenir une « Banque du savoir » de référence mondiale. Il s'inscrit plus largement dans l'action que nous menons pour aider les pays du monde entier à mieux comprendre les enjeux du prix du carbone et à mettre en place un ensemble complet de politiques, notamment par le biais de notre Partenariat pour la mise en place de marchés du carbone (PMI). Un rapport publié par le PNUE en 2023 indique que les matériaux non renouvelables et à forte intensité de carbone ne devraient être utilisés qu'en cas d'absolue nécessité. Le secteur du bâtiment est responsable d'une proportion étonnante de 37% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, selon un rapport publié cette semaine par l'agence de l'ONU pour l'environnement, qui propose des solutions pour décarboner le secteur du bâtiment et de la construction et réduire les déchets qu'il génère. Avec l'équivalent de la ville de Paris construit dans le monde tous les cinq jours dans le monde, l'industrie de la construction contribue fortement au changement climatique. Pourtant, le secteur n'a reçu qu'une fraction de l'attention des écologistes et des fonds alloués à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre par rapport à d'autres industries. Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur réduction du « carbone opérationnel » des bâtiments, c'est-à-dire les émissions générées par le chauffage, le refroidissement et l'éclairage, qui devraient diminuer de 75% à 50% au cours des prochaines décennies. Les auteurs du rapport Matériaux de construction et climat : Construire un nouvel avenir affirment toutefois que l'essentiel des réductions potentielles d'émissions réside dans la manière dont les bâtiments sont construits, et dans quel but. L'équipe d'experts du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Yale Center for Ecosystems + Architecture (Yale CEA) appellent désormais à la création d'une « économie circulaire des matériaux » afin de faciliter la réalisation des objectifs fixés dans l'Accord de Paris sur le climat. La micro maison exposée sur l'esplanade de l'ONU est entièrement alimentée grâce à des énergies renouvelables et est auto-suffisante en eau et en électricité. ONU/A.Soltani La micro maison exposée sur l'esplanade de l'ONU est entièrement alimentée grâce à des énergies renouvelables et est auto-suffisante en eau et en électricité.

« ÉVITER-CHANGER-AMÉLIORER », UNE SOLUTION EN TROIS VOLETS

Ils décrivent trois voies immédiates de décarbonisation qui nécessitent un soutien actif de la part de tous les participants au cycle de vie du secteur de la construction - des producteurs de matériaux aux architectes et concepteurs en passant par les constructeurs et les opérateurs immobiliers :

En fait, les experts suggèrent qu'avant de construire quoi que ce soit de nouveau, il faut donner la priorité aux bâtiments et matériaux qui existent déjà en les reconstruisant, en les remettant à neuf ou en les réaffectant.

Le PNUE préconise l'adoption d'une approche d'économie circulaire pour réduire l'extraction et la production de matières premières.

Cette stratégie appelle à des processus fondés sur des données, visant à utiliser moins de matériaux, et encourage la réutilisation des bâtiments et des matériaux recyclés chaque fois que cela est possible. Jusqu'en 1950, les villes étaient construites en utilisant principalement des matériaux renouvelables, les anciennes structures étant réutilisées dans de nouveaux projets. La deuxième voie décrite dans le rapport appelle à passer à des matériaux de construction biosourcés renouvelables, éthiques et durables, notamment le bois, le bambou et la biomasse.

Cette approche met l'accent sur l'utilisation de

matériaux d'origine locale, à faible teneur en carbone, tels que les briques, le béton, les déchets agricoles, les déchets industriels, les sources durables d'énergie, et dans le secteur des régions. La réduction de l'amélioration radicale des matériaux comme les trois secteurs d'émissions mondiales : la production de construction moderne pour n'utiliser que ce qui est nécessaire, et à forte intensité de carbone, être utilisés pour minimiser les déchets. En outre, les matériaux, les architectes, les opérateurs immobiliers, les moyennes entreprises, les entreprises de réutilisation, les entreprises de la construction, les entreprises de transformation, les entreprises de cultures de construction, les entreprises de codes de construction, les entreprises de nettoyage et à l'échelle des ingénieurs et des entreprises de construction. Cette stratégie appelle à des processus fondés sur des données, visant à utiliser moins de matériaux, et encourage la réutilisation des bâtiments et des matériaux recyclés chaque fois que cela est possible. Jusqu'en 1950, les villes étaient construites en utilisant principalement des matériaux renouvelables, les anciennes structures étant réutilisées dans de nouveaux projets. La deuxième voie décrite dans le rapport appelle à passer à des matériaux de construction biosourcés renouvelables, éthiques et durables, notamment le bois, le bambou et la biomasse. Cette approche met l'accent sur l'utilisation de

DU CARBONE

LARS DE RECETTES MONDIALES



de construction éthiques, à faible carbone et biosourcés, tels que les bois, le bambou, ainsi que les « produits locaux et forestiers » provenant de zones protégées. Elle entraînerait des économies cumulées allant jusqu'à 40% sur d'ici 2050 dans de nombreuses régions. Une troisième voie se concentre sur l'adoption de nouvelles méthodes pour décarboniser les matériaux conventionnels : le béton, l'acier et l'aluminium, tous responsables de 23% des émissions mondiales aujourd'hui. Par exemple, l'acier, l'épine dorsale de l'architecture, pourrait être transformée en acier à faible teneur en carbone grâce à l'énergie renouvelable, selon les experts. Ils insistent également sur le fait que les matériaux non renouvelables à forte intensité de carbone ne devraient être utilisés qu'en cas d'absolue nécessité, afin de limiter leur impact sur l'environnement. Les spécialistes du PNUE estiment que la conception de nouveaux bâtiments et l'architecture devraient garder à l'esprit l'importance de démonter les structures et de recycler les matériaux, réduisant ainsi la mise en décharge. Selon eux, la mise en œuvre des marchés régionaux et des normes de construction est cruciale, grâce à la certification, à l'établissement de la formation des architectes, des ingénieurs et des constructeurs aux pratiques durables. La lutte contre les émissions de CO₂ de l'industrie implique un réseau complexe de facteurs différents, impliquant de nombreuses parties prenantes. Le rapport souligne l'importance cruciale de développer de nouveaux modèles de coopération et de renforcer la transformation indispensable. Il est également clair que le succès nécessite un financement et une coopération internationale. L'objectif ambitieux de parvenir à zéro émission nette dans le secteur de l'industrie d'ici le milieu du siècle pour rendre le monde accessible, ce qui pourrait avoir des conséquences dévastatrices sur le réchauffement de la planète. Les tours Bosco Verticale

(Forêt verticale) de Milan, en Italie, largement autosuffisantes en énergie, donnent un aperçu de l'avenir de la vie durable. Unsplash/Jann And Les tours Bosco Verticale (Forêt verticale) de Milan, en Italie, largement autosuffisantes en énergie, donnent un aperçu de l'avenir de la vie durable.

LE RÔLE MOTEUR DES VILLES DANS LA DÉCARBONISATION

Le rapport met en exergue des études de cas au Canada, en Finlande, au Ghana, au Guatemala, en Inde, au Pérou et au Sénégal qui illustrent comment la décarbonisation est possible grâce à des stratégies « Éviter-Changer-Améliorer ». Il estime que les économies développées peuvent consacrer des ressources à la rénovation de bâtiments vieillissants existants, tandis que les économies émergentes peuvent remplacer les méthodes de construction à forte intensité de carbone par des matériaux de construction alternatifs à faible émission de carbone. De plus les experts affirment que les villes du monde entier peuvent jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de la décarbonisation. Nombre d'entre elles intègrent déjà des surfaces végétalisées - toits verts, façades, assemblages muraux intérieurs - afin de réduire les émissions de carbone dans les villes, de refroidir les bâtiments, d'accroître la biodiversité urbaine, et plus encore. Le rapport appelle à envisager de rendre cette végétalisation des villes obligatoire par le biais de la législation. L'utilisation de matériaux de construction tels que le ciment et l'acier crée une empreinte carbone massive, et l'industrie dans son ensemble est responsable de près de 40% des émissions mondiales de CO₂, principalement en termes de production et de transport. Aujourd'hui, deux architectes indiennes pensent qu'elles pourraient avoir une nouvelle solution à l'encontre de cette tendance, pour la construction durable : construire avec de la boue. « Peu d'architectes pensent qu'ils doivent réfléchir aux conséquences des changements climatiques et nous essayons de changer cet état d'esprit », déclare Rosie Paul, cofondatrice du cabinet

d'architecture Masons Ink, basé à Bangalore. « Pour nous, comme les changements climatiques affectent directement la maison dans laquelle les gens vont vivre, il faut dès lors construire des structures résilientes », ajoute-t-elle. Rosie Paul et sa meilleure amie depuis seize ans, Sridevi Changali, veulent préserver l'ancien mode de construction avec de la boue qui met l'accent sur les propriétés durables de ce matériau, qui le rend idéal pour lutter contre les problèmes posés par la construction à haute teneur en carbone. La nature respirante de la boue permet à l'humidité de pénétrer dans la maison, améliorant ainsi la qualité de l'air intérieur et évitant l'accumulation d'humidité et de moisissures que le ciment emprisonne.

Les murs de boue ont une masse thermique élevée leur permettant d'absorber la chaleur du rayonnement solaire et de la libérer pendant la nuit à des températures plus fraîches. Cette faculté réduit le besoin en climatiseurs qui consomment de grandes quantités d'électricité et qui émettent du gaz à effet de serre.

LA VOIE VERS UNE CONSTRUCTION À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

La disponibilité en tout lieu de la boue élimine une grande partie des coûts de transport et d'impact environnemental. Sridevi note que « la fabrication et la transformation qui sont effectuées par les communautés locales leur offrent des moyens de subsistance plutôt qu'aux grandes usines de fabrication et aux grandes entreprises ». La boue pourrait-elle être la solution ? Des architectes comme Rosie et Sridevi font revivre la construction en terre crue pour construire des structures durables capables de résister à des événements météorologiques extrêmes tels que des crues soudaines et des chaleurs intenses. Dans le même temps, Rosie Paul et Sridevi Changali encouragent les femmes à terminer leurs études en architecture. Elles s'engagent à former davantage de femmes à des compétences sur place, telles que la maçonnerie en pierre. « Je pense

qu'à la minute où vous commencez à parler des questions liées au genre, cela devient automatiquement comme une opposition "entre vous et moi", dit Rosie. « Ce qui n'est vraiment pas le cas. Nous disons simplement qu'il y a des problèmes dans la profession, et que nous avons besoin de soutien pour changer cela ». « Employons plus de femmes dans nos cabinets d'architecture. Déployons plus de femmes sur les chantiers de construction. Examinons leurs besoins de sécurité. L'idée est de remettre en question les obstacles et d'amener plus de gens à les combattre avec nous », ajoute-t-elle. « Il y avait deux facteurs principaux impliqués dans le concept », dit-il, « le coût le plus bas possible et l'impact le plus faible possible sur l'environnement ». Sa ferme est maintenant entièrement certifiée biologique, cultivant des plantes aromatiques et médicinales. Une autre cliente, Sindhoor Pangal, voit sa maison en terre comme une compensation de son ancienne vie urbaine insatisfaisante. « J'ai commencé dans le monde de l'entreprise comme beaucoup de gens, et je pense qu'après un certain temps, j'ai été déçue par ce genre de vie », a-t-elle déclaré. Un projet de déménagement à la campagne a pris une tournure tragique avec la perte soudaine de son mari, Uttam. « Quand j'ai parlé avec Masons Ink, il était important pour moi qu'ils connaissent aussi mon mari. Ils ont compris mon parcours. Ils ont compris d'où je venais. Cela s'est ensuite traduit dans la conception. Masons Ink et Sindhoor ont travaillé avec une équipe entièrement féminine de maçonnes pour créer sa maison », qui, dit-elle, « est une dédicace à mon mari et à la vie que j'ai eue avec lui ». Pour Rosie et Sridevi, lorsqu'il s'agit de la crise climatique, les grands changements peuvent venir de chacune et de chacun de nous. « Pour les femmes, où elles se trouvent, quelle que soit leur profession ou si elles sont des femmes au foyer, l'idée est que chacune d'entre nous fasse sa part. J'aimerais voir plus de femmes architectes et plus de femmes travailler sur les chantiers. Plus de femmes partout. L'avenir est aux femmes. »

Par A.B. et Agences

NIGERIA

CASAVA OFFRE DES SERVICES D'ASSURANCE EN LIGNE

Dans le but de faciliter le quotidien des populations, en l'occurrence pour la prise en charge des maladies ou des sinistres, un tech entrepreneur a mis en place une solution insurtech. Casava est une solution insurtech développée par une jeune pousse nigériane. Elle permet aux utilisateurs d'accéder à des polices d'assurance en ligne. La start-up, basée à Lagos, a été fondée en 2016 par Bode Pedro. En février 2022, elle a levé un montant de 4 millions pour améliorer sa technologie et développer ses activités dans le but de fournir une assurance abordable aux Nigériens et aux autres Africains. S'exprimant en 2022 sur les raisons qui ont poussé son entreprise de capital-risque à investir dans l'insurtech nigériane, Avi Eyal, associé général chez Entrée Capital, a indiqué : « L'équipe de Casava a développé un produit unique et perturbateur qui, selon nous, a le potentiel de transformer le marché de l'assurance en Afrique. Nous avons confiance en l'équipe de Casava qui a tout ce qu'il faut pour devenir des leaders dans ce domaine ». La solution ne dispose pas d'une application mobile. Il faut passer par le navigateur et se rendre sur la plateforme web de Casava pour accéder aux différents services. La jeune pousse dispose de deux services pour les particuliers que sont Health Insurance et Health Cash. Le premier est une assurance maladie qui permet d'avoir des soins dans plus de 400 hôpitaux partenaires de Casava. Des soins dentaires aux opérations chirurgicales, Health Insurance prend en charge une large variété de maladies. Quant à Health Cash, c'est un service qui permet à l'utilisateur de se faire rembourser les frais de santé à chaque fois qu'il reçoit des soins de santé en raison d'un accident. En ce qui concerne les entreprises, l'insurtech propose également deux principaux services que sont Credit Life et Business Gro. Le premier « couvre votre entreprise contre le fardeau financier d'une tragédie soudaine à laquelle sont confrontés les emprunteurs. Nous vous remboursons ce qu'ils doivent ». Business Gro, par contre, permet d'accéder aux prêts commerciaux ou encore aux diverses assurances pour entreprises.

In We Are Tech Africa

SÉNÉGAL

Proboutik numérise la comptabilité des commerçants de proximité

Les commerçants du secteur informel sont exclus du système financier traditionnel en Afrique. Des tech entrepreneurs, conscients de ce problème, ont mis en place une solution qui permet de proposer des alternatives aux institutions financières traditionnelles.



Proboutik est une solution fintech développée par la start-up sénégalaise ProXalys. Elle permet aux commerçants de proximité, opérant généralement dans le secteur informel, de numériser leurs opérations financières. La solution a été lancée en 2021 et Thierno Sacko et Abdoulaye Faye. En janvier 2024, ProXalys a levé 500 000 \$ pour, entre autres, soutenir la croissance de Proboutik.

La solution dispose d'une application mobile accessible sur iOS et sur Android où elle a déjà été téléchargée plus de 10 000 fois. L'utilisateur, après téléchargement, s'inscrit avec son numéro de téléphone. Il peut accéder aux services que propose la fintech que sont la gestion de la trésorerie, la gestion du portefeuille des clients, le suivi en temps réel des créances et des dettes, le rappel automatisé des paiements via SMS ou la production de rapports et de relevés de compte.

« L'application enregistre toutes vos transactions à paiement différé, garantissant

une traçabilité transparente et une meilleure gestion de vos opérations commerciales », explique la jeune pousse. Outre ces services cités supra, Proboutik offre un financement aux utilisateurs en fonction des crédits qu'ils ont eux-mêmes accordés à leurs clients. Le but est de faciliter la croissance du commerce de l'utilisateur et d'éviter qu'il soit confronté à des tensions financières. La fintech propose

deux types d'abonnements à ses utilisateurs : un abonnement mensuel facturé à 990 FCFA (environ 1,63 \$) et un autre annuel à 10 000 FCFA. Le jeudi 23 mai, Proboutik a été sélectionnée avec 19 autres fintech africaines pour la deuxième cohorte du programme d'accélération de Visa, une entreprise américaine spécialisée dans les paiements numériques.

In We Are Tech Africa

MÉDIAS

La Tunisie accuse la chaîne française LCI de désinformation

L'ambassade de Tunisie en France a accusé la chaîne de télévision française LCI de diffuser de fausses informations. Selon la chaîne française et plusieurs autres médias européens des membres de l'Africa Corps se trouveraient sur le territoire tunisien. L'Ambassade de Tunisie en France a accusé le média français LCI de désinformation. Dans un communiqué publié le 23 mai, la représentation diplomatique réfute les allégations de l'émission « 24 Heures Pujadas » faisant état de la présence à Djerba, sur le territoire tunisien, de l'Africa Corps, une organisation paramilitaire russe précédemment connue sous le nom de Wagner. La veille, on apprenait par le journal italien « La Repubblica » que Washington s'inquiétait de mouvements d'avions militaires russes sur le sol tunisien. « La chaîne continue, malheureusement, son travail de désinformation en faisant circuler, de nouveau,

des informations infondées sur la Tunisie. De surcroît, aucune vérification n'ayant été faite, au préalable, auprès des sources officielles. De nouveau, aussi, l'éthique et la déontologie qui guident normalement le travail médiatique ne sont pas respectées par LCI », peut-on lire dans le communiqué.

Pour le moment, LCI n'a pas réagi au démenti de l'ambassade tunisienne. Il faut rappeler que la chaîne française a été suspendue pendant 3 mois au Burkina Faso. Les autorités burkinabè avaient reproché au média des propos non prouvés de nature à créer des troubles au sein de la population. « Près de 90 000 civils appelés Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) sont utilisés comme de la chair à canon pour protéger les militaires burkinabè contre les terroristes », avait-on entendu à l'époque durant une émission de la LCI.

In Agence Ecofin

NIGERIA

Partenariat avec Schlumberger pour renforcer l'amont pétrolier



Multinationale du domaine des services pétrogaziers établie au Nigeria depuis 70 ans, Schlumberger (SLB) veut soutenir Abuja dans ses efforts en matière de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures. La société publique du pétrole du Nigeria (NNPC Ltd) a paraphé jeudi 23 mai à Abuja, la capitale nigériane, un accord de partena-

riat technique avec Schlumberger (SLB) visant à renforcer les opérations dans le segment amont de l'industrie pétrolière et gazière du pays. Concrètement, l'entente qui implique particulièrement EnServ, une filiale de la NNPC Ltd, active dans le segment, entre autres, concerne l'établissement d'une plateforme de partage d'équipements

de forage axée sur le forage de puits. À travers ce système qui sera également utilisé pour les opérations connexes au forage comme la maintenance et l'optimisation des puits existants, les parties prenantes ambitionnent d'améliorer l'efficacité de ces activités et l'utilisation optimale des frais qui leur sont associés. « Cet accord vise à libérer les capacités d'EnServ pour le Nigeria, ce qui pourrait aider la NNPC Ltd à atteindre ses objectifs en matière d'exploration et de production », a déclaré Olivier Le Peuch, le PDG de SLB, qui considère « ce partenariat technique comme un tremplin pour accélérer la vision dont l'industrie a besoin ».

In Agences



Ligue 2 : l'ESM à un point de l'accession

Le leader du championnat de Ligue 2, l'ES Mostaganem, avec cinq points d'avance sur son dauphin, le RC Kouba, a de très fortes chances d'accéder en Ligue 1 à deux journées de la fin de ce championnat.

L'ES Mostaganem (ESM), vainqueur en déplacement contre le RC Arbaâ (2-1), a conservé son avance de cinq points en tête du classement du groupe Centre-Ouest, à l'occasion de la 28^e journée de la Ligue 2 de football amateur, disputée vendredi, alors que l'USM Annaba a réalisé une bonne opération dans sa lutte pour le maintien dans le groupe Centre-Est, en dominant l'IB Khemis Khechna (3-0). A la faveur de ce nouveau succès, l'ES Mostaganem (69 pts) a maintenu sa série d'invincibilité (15 victoires, 1 nul), tenant à distance son principal rival dans la course à l'accession, le RC Kouba (64 pts), qui a battu le CR Témouchent (2-0). A deux journées de la fin de la saison, l'Espérance de Mostaganem qui possède cinq longueurs d'avance sur son dauphin, n'a besoin que d'un seul petit point lors de la réception de l'ASM Oran lors de la prochaine journée, pour valider son accession



en Ligue 1 professionnelle, après 25 ans d'attente. De son côté, le RC Arbaâ (32 pts) glisse au 14^e rang synonyme pour le moment de relégation en Inter-région en compagnie de la JS Guirabadla et l'Olympique Médéa, bons derniers avec 15 points.

Toujours dans la lutte pour le maintien, le NA Hussein-Dey (9e, 35 pts) est parvenu à revenir avec les trois points de la victoire de son déplacement chez le MCB Oued Sly (1-0), alors que le WO Boufarik (13e, 33 pts) a fait match nul (1-1) contre le SC Mecheria, qui occupe la neuvième place conjointement avec le NAHD et MCBOS. La JSM Tiaret (7e, 36 pts) a également réalisé

une bonne opération lors de cette journée en s'imposant (2-0) devant le GS Mascara, tout comme l'ASM Oran (12e, 34 pts), qui a battu le SKAF Khemis Miliana (1-0). Dans le groupe Centre-Est, l'E Sour Ghazlane (15e, 28 pts) a hypothéqué sérieusement ses chances de maintien en Ligue 2 après sa lourde défaite (3-0) en déplacement chez le leader l'Olympique Akbou, qui a déjà acté son accession en Ligue 1 depuis deux journées. Sour El-Ghazlane garde tout de même un léger espoir, puisque le match opposant le HB Chelghoum Laid (14e, 30 pts) face à l'AS Khroub (7e, 37 pts), a été interrompu en raison des conditions météo difficiles. Toujours

dans la lutte pour le maintien, l'USM Annaba (12e, 34 pts) a quitté la zone rouge en dominant l'IB KhemisKhechna (3-0), alors que l'AS Ain M'lila (13e, 31 pts) se retrouve dans situation délicate après sa défaite face à l'Olympique Magrane (10e, 36 pts). Egalement concerné par la bataille pour la survie, l'USM El Harrach (11e, 35 pts) s'est inclinée face la JS Bordj Ménaïel (0-2), au moment où l'IRB Ouargla (38 pts) a battu le MC El Eulma (2-0).

La lutte pour éviter la relégation s'annonce féroce lors des deux dernières journées dans les deux poules avec plusieurs clubs qui joueront leur survie en Ligue 2.

R.S.

GRAND PRIX INTERNATIONAL DE LA VILLE D'ALGER :

Hamza Amari remporte l'édition 2024

Le cycliste algérien Hamza Amari sociétaire de l'équipe Madar Pro-Team, a remporté l'édition 2024 du Grand Prix International de la Ville d'Alger, disputée vendredi après-midi, sur une distance de 82,5 km, en présence de 70 coureurs, représentant 15 équipes. La deuxième place de cette course, dédiée au défunt journaliste "Djamel Boubercha", a été prise par le Malaisien, Ayoub Moutakel, de l'équipe Terengganu Cycling Team, ayant réussi le même chrono que Hamza Amari, alors qu'un autre algérien, Ayoub Ferkous, de l'équipe Union El Kantara a pris la troisième place, avec un chrono de 1h 58 min 02 sec. La course s'est déroulée près du siège de la Wilaya d'Alger, sur un circuit fermé de 1,65 km, que les 70 coureurs engagés ont parcouru 50 fois, pour une distance totale de 82,5 km. Le vainqueur de cette édition 2024 du Grand Prix International de la Ville d'Alger empochera un chèque de 970 euros, alors que le deuxième et le troisième toucheront respectivement 484 euros et 243 euros. Les organisateurs ont décidé de dédier cette compétition au défunt Djamel Boubercha en guise de reconnaissance pour son engagement à développer la "petite reine", particulièrement le Tour d'Algérie, auquel il était resté fidèle pendant de longues années. La compétition a été précédée du Grand Prix de la Ville d'Oran et du Grand Prix de la Ville d'Annaba, et surtout par le Tour d'Algérie Cycliste (TAC-2024), remporté par Nassim Saïdi, de la Madar Pro-Team. C'est ce même Nassim Saïdi qui

avait remporté le Grand Prix d'Oran, le 11 mai courant, avec un chrono de 2h42:37", alors que le Grand Prix international de la Ville d'Annaba, disputé mercredi dernier, a été remporté par L'Erythréen, Michael Melkias, en 1h52:21". A noter que le Grand Prix International de la Ville d'Alger 2024 a débuté vendredi après-midi, sur un circuit fermé de 1,65 km, en plein centre de la capitale, et que les 70 coureurs engagés devront parcourir 50 fois, pour une distance globale de 82,5 km. Après la présentation des 15 équipes engagées, le premier coup de pédale a été donné sous une température relativement élevée, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Abderrahmane Hammad, et du président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheireddine Barbari. Une programmation loin d'être fortuite, car les organisateurs ont tenu à ce que ce Grand Prix International de la Ville d'Alger intervienne en dernier, pour clôturer le Tour d'Algérie Cycliste (TAC-2024), qui s'était déroulé en dix étapes, du 11 au 24 mai. Contrairement à leurs homologues du TAC-2024, les trois premiers au classement final de ce Grand Prix International de la Ville d'Alger n'auront pas droit à des maillots, mais plutôt à des récompenses financières. Hamza Hakim a dressé un bilan positif de la participation de son équipe au TAC-2024, en se réjouissant particulièrement du fait que "pour la première fois de son histoire, le Club de Dély Brahim a endossé le maillot jaune de leader pendant trois

étapes, grâce au jeune Ayoub Sahiri. A partir de là, notre participation ne peut qu'être satisfaisante surtout si on tient compte de la jeunesse de notre effectif, puisque chez nous, la moyenne d'âge ne dépasse pas les 22 ans" a-t-il encore tenu à souligner. A noter que pour ce Grand Prix International de la Ville d'Alger, l'équipe Madar Pro-Team a changé trois cyclistes sur quatre, par rapport au TAC-2024, ne gardant que le sprinter, Hamza Yacine. Ces trois coureurs, dont le vainqueur du TAC-2024, Nassim Saïdi, ont été laissés au repos en prévision d'autres importantes échéances à venir.

APS

LIGUE 1 MOBILIS :

CRB-MCEB délocalisé au stade du 20-Août 1955

Le match CR Belouizdad-MC El-Bayadh, programmé initialement le dimanche 26 mai au stade du 5-Juillet, a été délocalisé au stade du 20-août 1955 (16h45), à l'occasion de la 27^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), ce jeudi sur son site officiel, sans pour autant dévoiler les raisons de ce changement. Cette 27^e journée débutera samedi

avec le match entre l'USM Alger et l'ASO Chlef, maintenu pour le moment au stade du 5-juillet (18h00). Les autres rencontres se joueront également dimanche à la même heure (16h45).

Cette journée sera marquée par un duel à distance pour la place de dauphin entre le CRB (2e, 46 pts) et le CSC (3e, 45 pts), alors que la course pour le maintien amorcera un virage important avec le choc du

LIGUE 1 MOBILIS : LE CHAMPIONNAT PRENDRA FIN LE 15 JUIN

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé le programme de la dernière ligne droite du championnat professionnel Mobilis, qui prendra fin le samedi 15 juin prochain, avec le déroulement de la 30^e et dernière journée. Le bal de cette dernière ligne droite de la saison 2023-2024 débutera par la 27^e journée, prévue le samedi et dimanche 25 et 26 mai courant, alors que les 28^e et 29^e journées se dérouleront respectivement les vendredi 7 juin et mardi 11 juin. Ces quatre dernières journées du championnat seront entrecoupées par le déroulement des matchs en retard, comptant pour la mise à jour des 23^e et 24^e journées. Ainsi, le match entre l'USM Alger et l'ES Ben Aknoun, comptant pour la 23^e journée de Ligue 1, se jouera le jeudi 30 mai courant, avant de laisser place à un chaud duel, entre le CS Constantine et l'USM Alger, prévu le lundi 3 juin pour la mise à jour de la 24^e journée. Le match USMA - ESBA sera décisif pour le maintien de Ben Aknoun parmi l'élite, alors que le choc CSC - USMA concernera le haut du tableau, notamment, la lutte pour la deuxième place.

ITALIE

L'INTER MILAN SOUS CONTRÔLE DU FONDS AMÉRICAIN OAKTREE

Le fonds américain Oaktree a annoncé mercredi avoir pris le contrôle de l'Inter Milan, qui vient d'être sacré champion d'Italie de football, parce que le propriétaire chinois Suning ne lui a pas remboursé une dette de 395 millions d'euros dans les temps. Oaktree a indiqué dans un communiqué avoir « pris le contrôle » du club faute d'avoir enregistré le remboursement d'« un prêt sur trois ans » arrivé à maturation le 21 mai « pour un total dû d'environ 395 millions d'euros ». Samedi, le président de l'Inter Steven Zhang avait reproché au fonds américain de « compromettre la stabilité financière » du club et avait assuré que Suning avait « tout mis en œuvre pour trouver une solution à l'amiable » avec Oaktree. Le club ou ses propriétaires chinois n'avaient pas réagi dans l'immédiat mercredi Oaktree avait consenti en 2021 au conglomérat chinois un prêt de 275 millions d'euros pour faire face notamment au manque de recettes de billetterie pendant la période du Covid, durant laquelle les matches du Championnat d'Italie se disputaient sans public.

bas du tableau, entre le MC Oran (14e, 29 pts) et l'ES Ben Aknoun (15e, 26 pts). Pour rappel, le MC Alger s'est adjugé officiellement son 8^e titre de champion de son histoire, à l'issue de sa victoire devant l'USM Alger (1-0), vendredi au stade du 5-juillet, pour le compte de la 26^e journée. Le « Doyen » a scellé définitivement son sacre à l'issue du match nul entre le CSC et le CRB (1-1).

APS

EFFETS DE LA PÉNÉTRATION DE L'OUTIL INFORMATIQUE DANS LES FAMILLES ALGÉRIENNES

UNE COURTE HISTOIRE DES PETITES GENS À L'ÈRE D'INTERNET

Dialogue au sein d'une famille algérienne, comme il en a existé des milliers de semblables à l'ère de l'Internet.



Il est presque minuit ; à cette heure, la maman est endormie depuis deux heures, en cette période hivernale ; mais ce soir, c'est le grand soir. Elle va pouvoir discuter avec son fils en direct, avec son et image. Ce qui constituera une première chez cette famille modeste.

- Bonjour mon fils, je te vois! Je te vois!

-Moi aussi maman, je te vois, tu m'as énormément manqué !

-Tu n'as pas trop changé fiston, mis à part un peu de pâleur. Pourquoi ? Tu ne manges pas à ta faim ? Dis-moi...

-Non, non, maman, crois-moi, je mange bien ; mais la famille, et surtout toi, vous me manquez. Si tu savais combien c'est difficile de s'habituer à la vie ici, au mois de Ramadan sans ta chorba et au froid qui sévit à longueur d'année...

-Je devine mon fils, mais j'espère qu'après tant d'années tu t'es habitué à cela. Dis moi Mourad, tu vas venir cet été j'espère...

-Bien entendu! Maintenant j'ai un travail stable, j'ai appris à parler danois et j'ai...j'ai...

-Tu as quoi ?

-J'ai honte de te le dire...

-Tu as... quoi ? Dis-moi ? Tu es malade ? Tu me fais peur...

Le cadet de la famille Telloul prend l'ordi que maintenait sa mère sur ses genoux, et dit:

-Je lui dirais tantôt...Ne la brusque pas ! Dis-lui tu viendras quand...

La maman reprend le micro-ordinateur et crie :

LES PETITS MOTS POUR LE DIRE...

-Tu vas finir par me dire de quoi il retourne ou tu veux me faire étouffer de colère : qu'est-ce qui se passe à la fin ?

Et se tournant vers son cadet, elle lui crie :

-Tu me diras quoi toi ?

-Juste que mon frère s'est... s'est... marié à une danoise. Voilà.

La maman observe sur l'écran la mine déconfite de son fils à Copenhague depuis trois années :

-Il te revient à toi l'aîné de mes enfants de me dire cela, non ?

-Oui, maman ; j'ai cherché la manière de te le dire auparavant sans te brusquer...

-Et tu penses que je n'étais pas au courant ?

-Euh...

-Ton frère est ton complice, c'est vrai, parce qu'il est cachotier comme toi ; par contre ta sœur est ma complice ; aussitôt que tu l'as mise au courant elle s'est fait un plaisir de me le rapporter.

-Et... tu n'es pas fâchée contre moi ?

-Non, non, pas du tout : mais dis-moi : tu la ramèneras avec toi cet été ?

-Evidemment, maman.

-Dans ce cas, je jugerai sur pièce. J'espère qu'elle fera bonne figure dans sa nouvelle famille et qu'elle pourra y prendre racine et s'imprégner de nos valeurs.

-Merci maman, tu es une reine. Tu auras plein de cadeaux cet été...

-N'essaye pas de me corrompre, petit chenapan !

Le cadet Telloul déconnecte et ferme le PC. La journée s'annonce belle et le ton est à la joie.

La maman est presque heureuse. L'achat récent d'un PC portable et l'introduction de la connexion à la maison lui a permis de revoir l'aîné de ses enfants trois années après son départ à l'étranger, durant lesquelles elle parlait avec lui chaque quinzaine, parfois chaque semaine, et mettait toujours une image de lui sur sa voix, la dernière qu'elle a gardée de lui avant son départ.

L'ARRIVÉE IMPROMPTUE DE

L'INTERNET...

Dans les familles algériennes, l'arrivée de l'internet a été un plus introduit au sein du groupe. Même si les jeunes ont pris de l'avance, les vieux avancent vaillamment et prennent le temps pour apprendre vite les techniques d'Internet et communiquer avec la famille, les enfants mariés et les cousins et cousines. Il faut avoir vu les mamans et les papas sur Messenger ou sur Skype pour apprécier l'effet que cela leur procure de revoir un enfant absent, et connaître réellement leur satisfaction en se connectant à internet. La généralisation de la téléphonie mobile et l'accès de plus en plus facile à Internet a totalement bouleversé les mentalités, les us et coutumes de l'Algérie profonde. Malgré ses petits travers, Internet a été un bienfait pour les familles traditionnelles algériennes, et ceux qui ont toujours eu une inquiétude sur l'utilisation d'internet doivent concevoir cet outil comme un maillon au service constant du monde. L'enseignement ne se fait plus en Algérie sans Internet ; de même, avant les examens, tous les enfants se mettent devant leurs ordinateurs, leurs tablettes ou leurs iPhone. On ne peut plus faire un exposé, une recherche sans recourir à Google, moteur de recherche hyper-rapide qui exécute en cinq sec les ordres les plus exigeants sans coup férir.

Avec la nouvelle vague des achats en ligne, Internet s'installe dans le quotidien comme un outil quasi incontournable. Vous cherchez une location, un vieux livre, une voiture d'occasion, vous voulez vendre un ordi, acheter un chiot de race, ou apprendre l'espagnol de base en trois semaines ? Rien ne vaut un détour sur les sites de ventes-achats qui prospèrent en ligne.

L'ENDROIT ET LES TRAVERS

Comme nous le disions, Internet a aussi ses revers, comme toute chose, comme tout être humain, mais cela n'enlève rien à sa prépondérance. Smartphone, tablette, ordinateur, télévision...

Les outils tactiles et visuels « colonisent » la famille. Certaines familles aisées, et même moyennes, possèdent 5 ou 6 écrans en moyenne et les membres de la famille passent entre quatre et huit heures par jour devant les uns ou les autres.

Des spécialistes s'inquiètent des conséquences sur la qualité du lien familial. « Les occasions où toute la famille est réunie deviennent de plus en plus rares, en raison des horaires décalés des parents, des temps de transport ou des activités extrascolaires des enfants ». Beaucoup de choses, de comportements et d'activités ont été transformés de fond en comble par l'avènement de l'Internet. Des postes de travail ont sauté, les visites familiales écourtées ou carrément supprimées par l'envoi d'un SMS, et de la sorte, la mémoire humaine qui emmagasinait les souvenirs et enregistrerait toute l'expérience de chaque individu dans ses plus profonds neurones a été mise au placard depuis que chacun s'est mis à tout stocker dans le disque dur de son PC ou la carte mémoire de son iPhone. Le facteur a été « légalement » assassiné. De sorte qu'on n'a plus besoin de lui pour rédiger une lettre et l'envoyer. Elle arrive en texto en cinq secondes sec. Il est vrai que beaucoup de parents ont toujours la nostalgie du facteur et de la lettre décachetée, lue avec plaisir et cachée soigneusement ; mais on n'arrête pas le temps, et la nouvelle génération n'a pas cette nostalgie propre aux vieux.

I.Med Amine

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BEJAIA
DAIRA DE SEDDOUK
COMMUNE D'AMALOU
NIF : 098506169215028

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application des dispositions de la loi N° 23-12 du 05/08/2023, fixant les règles générales relatives aux marchés publics et des dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant règlement des marchés publics et des délégations de service public, Article 65, à la suite d'un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert N°001/2024, avec exigence de capacités minimales, paru dans les quotidiens nationaux : BAHJA NEWS en date du 28/04/2024, AL HAQQA en date du 28/04/2024, le BOMOP ARABE et BOMOP FRANÇAIS en date du : 28/04/2024, concernant le projet :

Réalisation d'un Stade en Gazon Synthétique à Amalou

- Lot N° 01 : Revêtement du terrain en béton bitumineux type BINDER
- Lot N° 02 : Eclairage du stade
- Lot N° 03 : Réalisation d'une Réserve de 25 m3 réfection des Vestiaires et Réalisation de Clôture et Gradins.

Le président de l'Assemblée Populaire Communale d'AMALOU porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offre National Ouvert N° 002/2024, qu'à l'issue de la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres en date du : 13/05/2024, selon l'analyse des offres technique et financières et les critères d'évaluation prévus dans le cahier des charges ; le projet est attribué provisoirement à :

- Lot N° 01 : Revêtement du terrain en béton bitumineux type BINDER

N°	DENOMINATION DE L'ENTREPRISE	MONTANT DU PROJET	DELAI	Note de l'offre Technique	OBSERVATION
01	SNC ECOTP MOUHALI & FRERES NIF : 099906018280851	8 049 755.00 DA	02 Mois	60 / 60	OFFRE UNIQUE

- Lot N° 02 : Eclairage du stade

N°	DENOMINATION DE L'ENTREPRISE	MONTANT DU PROJET	DELAI	Note de l'offre Technique	OBSERVATION
01	Travaux D'Electricité GACI Belkacem NIF : 166101700492156	6 624 135.00 DA	45 Jours	25.66/40	OFFRE Retenue

- Lot N° 03 : Réalisation d'une Réserve de 25 m3 réfection des Vestiaires et Réalisation de Clôture et Gradins.

N°	DENOMINATION DE L'ENTREPRISE	MONTANT DU PROJET	DELAI	Note de l'offre Technique	OBSERVATION
01	SNC BOUANANI & Cie SOUMAM NIF : 000906018620507	10 467 359.00 DA	08 Mois	36.25 / 60	OFFRE MOINS DISANTE

Conformément aux dispositions de la loi N° 23-12 du 05/08/2023, fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui contestent cet avis d'attribution, peuvent introduire un recours auprès de la Commission Communale des Marchés Publics dans les dix (10) jours qui suivent la publication de cet avis.

L'EXPRESS DU 26/05/2024

ANEP : N° 2416017273

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHELEF
DAIRA D'OULED-FARES
COMMUNE D'OULED-FARES
N.I.F/098402105018340

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES

N°01/2024 pour 2^{ème} fois

Le président de l'Assemblée Populaire Communale d'ouled-fares, lance un Avis d'Appelle d'offre Ouvert avec exigence des capacités minimales pour 2ème fois pour La réalisation des projets ci-après : 1- REHABILITATION LES ECOLES PRIMAIRES ET LEURS STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT (20 LOTS COMMUNE OULED FARES.

- LOT N°16 : Réhabilitation de l'école primaire shahid "Frère Henni Adda - Ouled Fares -
- LOT N°19 : Réhabilitation de l'école primaire shahid " Abed kacem Abd Elkader"(Ain Bouchkour) - Ouled Fares -

-Les entreprises ou groupement d'entreprises répondant aux capacités minimales suivantes :

1-Capacités professionnelles :

- La qualification et classification catégorie 02 et plus en activité principale BATIMENT en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

2-Capacités techniques : Références professionnelles pendant les (07) dernières années (2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022) pour les travaux similaires fixés au minimum à UN (01) Projet délivrés par les maîtres d'ouvrages .

3-Capacités financières : Les bilans financiers des trois dernières années (2020-2021-2022) approuvés par les services des impôts.

Les intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés COMMUNE D'OULED-FARES Contre paiement d'un montant en espèce de 10.000.00 DA pour chaque Lots, au trésorier intercommunal d'ouled-fares et non remboursable.

A/ DOSSIER DE CANDIDATURE :

-la déclaration de candidature dûment remplie signé et daté et paraphé par le soumissionnaire

-Déclaration de probité Dument remplie, signé et daté par le soumissionnaire.

-Attestation relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes a engagé l'entreprise.

-Statut de la société (SARL-SNC-EURL.....)

-Certificat de qualification et de classification professionnelle activité principale BATIMENT . Catégorie 02 et plus en cour de validité le jour d'ouverture des plis

-Les bilans financiers de l'entreprise pour les 03 dernières années (2020-2021-2022) approuvés par les services des impôts.

- copie des Attestation de référence ou des Attestation de bonne exécution des travaux similaire des SEPT (07) dernière années (2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022).

- Liste des moyennes matérielle dûment remplis et signé par le soumissionnaire ou par un expert spécialisé et ci -joint cart gris + certificats d'assurance + certificats technique de contrôle du véhicule pour le matériel roulant et le factures pour le matériel non roulant accompagné par un P.V D'huissier ou l'expert et ne dépasse pas les 12 mois jusqu'à le jour d'ouverture des plis.

- des moyens humains ci-joint par les diplômés dans les secteurs demandés et l'affiliation établie par les services CNAS

- Attestation de mise a jours (CNAS) en cour de validité.

- Attestation Identifié le numéro de compte bancaire du soumissionnaire (RIB).

- Reçu de versement des droits de cahier des charges

B-OFFRE TECHNIQUE :

-Déclaration a souscrire dûment remplie, signée et datée par le soumissionnaire;

-Cahier des charges portant a la dernière page la mention manuscrite (lu et accepté) par le soumissionnaire. .

- Mémoire technique Justificatif dûment remplie, signée et datée par le soumissionnaire.

Le planning d'exécution des travaux suivant le délai d'existence des travaux suivant le délai d'exécution proposé établi par micro ordinateur (signé et visé).

C/ OFFRE FINANCIERE

- La Lettre de Soumission dûment remplie, signée et datée par le soumissionnaire

- Le Bordereau des prix unitaires dûment rempli en chiffre et en lettre, signé et daté par le soumissionnaire ;

- Le Devis quantitatif et estimatif dûment rempli, signé et daté par le soumissionnaire ;

Le dossier de l'offre sera déposé au secrétariat général de la commune d'ouled-fares, et Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, indiquant la référence et l'objet de l'appel D'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature « technique » et « financière », selon cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Avis d'Appelle d'offre Ouvert avec exigence de capacités minimales n°01/2024 pour 2^{ème} fois(Intitulé de projet) « Adressé et déposée - A Monsieur le président d'APC ouled-fares

La durée de préparation des offres est fixée à Douze (12) jours à compter de la date la 1^{ère} publication de l'avis d'Appelle d'offre ouvert dans les journaux nationaux ou le (BOMOP) Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis techniques et financiers correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant :

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à (14h00) heures. L'heure d'ouverture des plis technique et financière est fixée a (14 heures)et aura lieu au siège d'APC D'ouled-fares, en séance publique. Les soumissionnaire resteront engagés par leurs offre pendant quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres. Les soumissionnaire sont invité a assister a la séance d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 26/05/2024

ANEP : N° 2416017353

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tipaza

NIF : 00024205228296500000

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU CONTRAT N°.....00 12 - 24.....

Conformément aux dispositions de la loi n° 23-12 du 5 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics ainsi qu'aux dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant sur la réglementation des marchés publics et des délégations du service public conformément à l'article 112 de la loi sus-citée, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tipaza informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis de consultation avec exigence de capacités minimales N° 00017-23 paru dans les quotidiens nationaux « L'EXPRESS » et « اخبار الصباح » en date du 20/12/2023 ; en vue de choisir un Bureau d'études pour le suivi des travaux des restes à réaliser (RAR/TCE) des 54/100/1700 LPL cadre RPHP TA 2007 A FOUKA WILAYA DE TIPAZA.

Qu'après évaluation des offres en date du 10/01/2024, Le contrat a été attribué provisoirement à :

N° du Plis	Attributaire provisoire	Note obtenue (note de l'offre technique)	Montant de l'offre financière après correction	Délai du suivi	Critères du choix
05	Co-contractant : BET MOKHTARI Amel NIF : 28409200019219300980	47.00 points > 25 points QUALIFIEE TECHNIQUEMENT	3 819 000.00 DA/TTC	12 mois	Meilleure note technique

Les autres soumissionnaires sont invités, s'ils le souhaitent, à se rapprocher des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (Adresse : Cité administrative AU 1 Tipaza - Wilaya de Tipaza) dans un délai de trois (03) jours, à compter du premier jour de publication de l'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

La commission des marchés de L'OPGI de Tipaza est compétente pour l'examen de tout recours des soumissionnaires introduit dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

L'EXPRESS DU 26/05/2024

ANEP : N° 2416017448

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA :BOURDJ BOU Arreridj
DAIRA : DJAAFRA
COMMUNE : EL MAIN
Numéro fiscale : 098534169080213

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES MARCHES

Conformément au la article 65 de décret présidentiel n:15/247 du :16/09/2015 relatif a la réglementation des marches publics et la article 46 de lois n:23/12 du :05/08/2023 relatif a la réglementation des marches publics.

le président de l'assemblée populaire communale de EL MAIN déclare que l avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n 03/2024 pour réalisation le projet: Réfection des routes de la commune : Construction de murs de soutènement trahi - ighzer ougharbi - réfection route akhenak aguclaguel-Renforcement route asameur sidi idir.

Suivant les lot : Lot N°01 : Construction de murs de soutènement trahi - ighzer ougharbi

Lot N°02 : réfection route akhenak aguclaguel

Lot N°03 : Renforcement route asameur sidi idir

paru dans les quotidiens nationaux : L'EXPRESS a partir de la date du 24/04/2024 et اصوات a partir de la date du 24/04/2024 .

Qu' a l'issue du jugement des offres en date du 06/05/2024 le marche est attribue provisoirement au soumissionnaire ci -après :

Intitule d opération	Soumissionnaires retenus	Montant de la soumission proposée D A	NIF	Off technique	Délai de réalisation	observation
Lot n°1- : Construction de murs de soutènement trahi - ighzer ougharbi	Yahiaou zakaria	6.199.900.00	18834150015718600000	76 P	40 jours	Moins disant
Lot n°2 réfection route akhenak aguclaguel	Alouche soufian	6.873.440.00	183341500034198	78 P	40 jours	Moins disant
Lot n°3 Renforcement route asameur sidi idir	Ben hizia abd anbi	3.927.000.00	179190101681172	65.92 P	44 jours	Moins disant

Les soumissionnaires, non retenus ont le droit de formuler leur recours dans les10 jours qui suivent la date de publication de cet avis (conformement a l article 82 du code la des marches publics)

L'EXPRESS DU 26/05/2024

ANEP : N° 2416017523

INTERNET

Google dévoile un projet de câble sous-marin reliant l'Afrique à l'Australie



La société technologique américaine Google a annoncé le jeudi 23 mai une nouvelle route de fibre optique reliant l'Afrique à l'Australie pour accroître la portée et la fiabilité de la connectivité numérique en Afrique. L'infrastructure est dénommée Umoja. La partie terrestre du réseau est construite en partenariat avec le Liquid Intelligent Technologies.

Cette partie terrestre reliera le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la République démocratique du Congo (RDC), la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. De là, une liaison sous-marine sera établie pour rejoindre l'Australie

Dans le cadre de ses initiatives en Afrique, Google multiplie les investissements dans l'infrastructure numérique. L'objectif est de tirer parti des opportunités de l'économie de l'Internet, contribuant ainsi à un avenir numérique prospère et durable pour le continent.

en passant par l'océan Indien. Selon Google, le câble Umoja s'inscrit dans le cadre du projet Africa Connect, tout comme le câble Equiano annoncé en 2019 qui relie l'Afrique à l'Europe. Ce nouvel investissement intervient dans un contexte marqué par des pannes récurrentes sur les câbles sous-marins qui desservent le continent provoquant des perturbations de l'Internet.

Le dernier épisode remonte au 12 mai

lorsque des défaillances sur les systèmes de câbles sous-marins SEACOM et EASSY ont provoqué des perturbations dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et australe. En mars dernier, des pannes similaires sont intervenues sur les câbles WACS, MainOne, ACE, SAT3, Seacom/TGN, AAE1 et EIG. Une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest, centrale et australe avaient été affectés.

« Cette initiative est

essentielle pour garantir la redondance et la résilience de la connectivité de notre région avec le reste du monde, en particulier à la lumière des récentes perturbations causées par des coupures de câbles sous-marins. En renforçant notre épine dorsale numérique, nous améliorons non seulement la fiabilité, mais nous ouvrons également la voie à une plus grande inclusion numérique, à l'innovation et à des opportunités économiques pour nos populations et nos entreprises », a déclaré William Ruto, président du Kenya.

In Agences

MATIÈRES PREMIÈRES

LE PRIX DU CAFÉ ROBUSTA A ATTEINT SON PLUS HAUT NIVEAU EN 45 ANS

Depuis janvier 2024, la hausse croissante des cours du cacao a cristallisé l'attention sur le marché des matières premières agricoles. Sur la période considérée, les prix du café robusta ont également affiché une croissance soutenue.

Dans son dernier rapport mensuel, l'Organisation internationale du café (ICO) a indiqué que le prix indicatif composite (I-ICP) du robusta a augmenté de 16,8 % pour atteindre une moyenne de 1,93 \$ la livre en avril. « Il s'agit de son niveau le plus élevé en 45 ans, soit depuis juillet 1979, lorsqu'il s'élevait en moyenne à 1,95 \$ », souligne le rapport.

Depuis janvier 2024, les cours du café sur la Bourse de Londres étaient sur une pente ascendante, grimant de 49 % pour atteindre un pic de 4 546 \$ la tonne le 25 avril dernier avant de descendre progressivement pour clôturer à 3 380 \$ le 07 mai.

Comme ce fut le cas pour le cacao, l'une des principales raisons de cette récente tendance baissière est d'après l'ICO, la liquidation par plusieurs spéculateurs de leurs positions longues sur la matière première afin de récupérer leurs bénéfices.

Il convient de rappeler aussi que les tensions sur le marché du café trouvent leurs origines dans les mauvaises prévisions de récolte attendues au Vietnam et au Brésil, respectivement 1^{er} et 2^e fournisseur mondial de robusta, notamment en raison de la sécheresse qui sévit dans ces deux pays.

Dans le pays asiatique, les dernières estimations formulées par le département de l'Agriculture annoncent une chute de 20 % de la production nationale de café à 1,472 million de tonnes en 2023/24, soit le plus bas niveau en 4 ans.

Pour rappel, le robusta compte pour environ 42 % de l'offre mondiale de café qui tourne autour de 10,3 millions de tonnes par an, d'après les données de l'ICO.

In Agence Ecofin

VINGT ANS PLUS TARD

La grande désillusion des tests ADN grand public

Présenté il y a vingt ans comme une panacée, le séquençage du génome humain a ouvert la voie à l'ère des tests génétiques de masse. Mais le temps des illusions autour de l'ADN et de ses pouvoirs est aujourd'hui révolu, et la médecine déserte ce secteur, explique "Bloomberg Businessweek".

"La grande désillusion des tests ADN", titre l'hebdomadaire new-yorkais Bloomberg Businessweek en une de son édition du 20 mai. Ces personnes qui refusent de former les deux chaînes symbolisent la déception liée aux tests génétiques de masse. Eux qui devaient nous apporter toutes les réponses sur notre ascendance et prévenir, voire guérir les maladies, n'auraient finalement "pas grand-chose à nous offrir", affirme l'article.

Un seul test pour répondre à toutes vos questions génétiques, telle était la promesse en vogue durant les deux décennies passées. Les scientifiques parlaient d'une "panacée" lorsque a été dévoilée une "version préliminaire" du génome humain au début du XXI^e siècle. Ils

pensaient qu'en "développant un médicament fondé sur l'analyse des gènes" l'on pourrait venir à bout de bon nombre de maladies. Les entreprises spécialisées dans le dépistage génétique ont ainsi cru dénicher la poule aux œufs d'or. Elles attendaient que les médecins "aient le déclic" et qu'ils se décident à "intégrer cette méthode dans leurs procédures opérationnelles standards". En attendant le "déclic", les sociétés de tests ont investi "des millions d'euros dans des kits de crachat" et ont continué leur publicité à grande échelle. Or, si les tests ont depuis été autorisés, ils restent largement "à l'écart du courant médical dominant", fait observer l'article.

Cette réticence de la médecine est due aux "limites des tests génétiques", affirme Bloomberg Businessweek. À part "des futilités sur le pays d'origine de leurs ancêtres", les gens n'ont "pas tiré grand-chose de ces tests". Sans compter que "la plupart des médecins ne sont pas formés à la génétique", précise le journal.

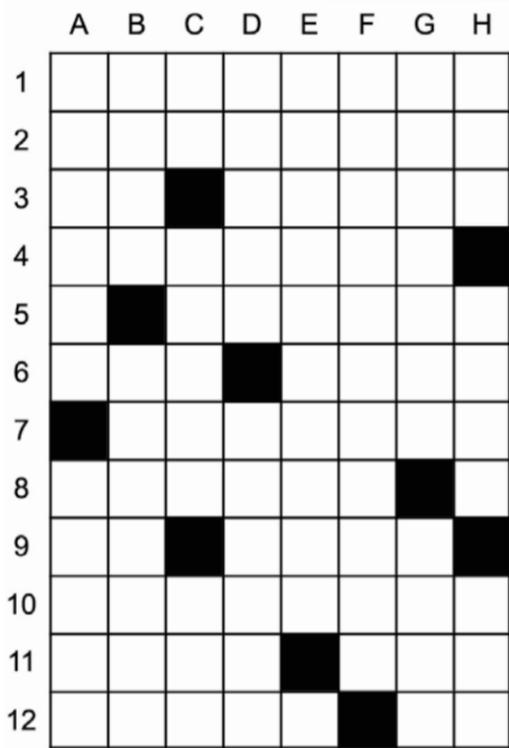
Pour l'heure, les thérapies ciblant le génome humain

sont la face "la plus concrète" de la révolution génétique, notamment pour des maladies causées par une mutation dans un seul gène, comme la maladie de Huntington. Mais il est rare de vaincre une maladie mortelle en actionnant le commutateur d'un seul gène. En outre, les thérapies qui fonctionnent sont "trop rares et souvent très chères", donc "pratiquement inaccessibles". Pour les maladies les plus courantes, comme le diabète ou les maladies cardiovasculaires, il n'y a pas qu'un seul gène responsable de la pathologie, et, souvent, on ne sait pas encore combien de gènes jouent un rôle.

Vingt ans plus tard, il existe encore un fossé entre les utilisations pratiques des tests ADN, désormais considérés comme "pas assez convaincants d'un point de vue médical", et le "battage médiatique" très élogieux qui les entoure. "Nous attendons toujours la grande révolution de l'ADN dans le domaine de la santé", tranche Bloomberg Businessweek.

In Courrier International

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Capitale de la Vénétie. Mesure pour un coup de cidre.
- B. Un arbre empoisonnant. Qui viennent du Rhin.
- C. Article de femme. Céréales à grains. Qui sont à moi.
- D. Dispense d'une peine. Prise chez le voisin.
- E. Grand concours de professeurs.
- F. Habillées sans goût.
- G. Garder en mémoire. Apprises par cœur.
- H. Longue durée. Au plus haut point. Jour de récupération.

HORizontalement

- 1. Qui emploie des gros mots.
- 2. Mettre de côté.
- 3. Marque d'une jeune volonté. Angle de murs.
- 4. Tel un triangle ou un trapèze.
- 5. Il gouverne sans régner.
- 6. Des dunes à perte de vue. Ne pas rester inactif.
- 7. Mesure agraire.
- 8. C'est une nécessité.
- 9. Personnel inconnu. Récipients de yaourts.
- 10. Ouvrier d'aciérie.
- 11. Héros de Virgile. Dessus de table.
- 12. Crochets de boucher. Patron miniature.

LES MOTS FLÉCHÉS

IL FAIT BRILLER LE CUIR (1,2)
MEUBLES À MONTER (1,3)
ENTRE SUD ET OUEST (2,4)
AUSSI (2,5)
CELUI DU BENGAL EST ROYAL (3,6)
BOSELÉE EN SURFACE (3,7)
BLOC DE PIERRE (3,8)
CONDUISIT (4,9)
BRASSE OU PAPILLON (4,10)
HALTE DE TOUAREGS (5,11)
PRÉNOM DE LOL-LOBRIGIDA (5,12)
BLÉ, SEIGLE, AVOINE, MAÏS, ETC. (6,13)
ARTICLE (6,14)
REVOIR L'ORDRE (7,1)
BERCEAU DE FLEUVE (7,2)
PRÉPARE UNE ACTION (8,4)
CONGELÉE (9,1)
CARABOSSE, PAR EXEMPLE (9,2)
CARTE POUR FAIRE UN CARRÉ (9,10)
ACCOUPLÉE AVEC UNE AUTRE ESPÈCE (9,14)
ANCIENNE UNION EUROPEENNE (11,1)
ELLES EN SAVENT, DES CHOSES (11,2)
AXE POUR L'AUTO (11,3)
DERRIÈRE LA LIGNE (11,4)
PETIT TONNEAU (11,6)
POUDRE DE BOULANGER (11,7)
RAFALES DE VENT (11,8)
SAINT ABRÉGÉ (11,9)
GLISSER SUR LE CÔTÉ (11,11)
DÉFORMÉE (11,12)
RELIGIEUX POLONAIS (11,13)
ARBRISSEAU ÉPINEUX (11,7)
FORGE VITALE (11,1)
AU PIED DE L'EVEREST (11,2)
IL PRIT LE COMMANDEMENT DE L'ARCHE... (11,7)
IL N'EST JAMAIS LOIN DU POIVRE (11,1)
CANTINE POUR LES OFFICIERS (11,6)



SIDOKU

	2	3	1		9	4	8	
			6	4	8			
5	8						9	6
		5	3		1	7		
2	6		4		5		1	8
		9				6		
4	5			8			6	1
9	7			1			4	3
3		6				8		5

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ACCES	ACRE	ADHERENT	AMIE	ARMADA	AVISER	BRUIRE	CERFEUIL	COLLECTE			
CROISEUR	DAMER	DROIT	FLUER	HIRSUTE	HOSPICE	INCISE	PAGAIE	PERCEE			
PLISSE	PLIURE	REALISME	REVELE	RONDE	ROUSSETTE	VASELINE	WI-FI				
W	R	B	E	E	I	D	R	O	I	T	A
R	I	O	R	T	N	A	E	O	T	E	C
U	E	F	U	U	C	M	V	N	N	E	R
E	C	A	I	S	I	E	E	I	R	D	E
S	I	D	L	R	S	R	L	F	S	S	E
I	P	A	P	I	E	E	E	L	S	E	C
O	S	M	G	H	S	U	T	I	O	C	R
R	O	R	D	A	I	M	L	T	M	C	E
C	H	A	V	L	P	P	E	F	E	A	P

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 03:39	DOHR 12:45	ASR 16:34	MAGHREB 19:55	ISHA 21:37
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

TRANSPORT AÉRIEN

AIR ALGÉRIE ANNONCE DES PERTURBATIONS SUR CERTAINS VOLS DE ET VERS LA FRANCE

Dans un communiqué publié hier, la compagnie nationale de transport aérien de voyageurs, Air Algérie, a annoncé des perturbations sur certains de ses vols en provenance et à destination de l'aéroport Paris Orly (France), en raison d'un mouvement de grève des contrôleurs aériens durant les journées des 25 et 26 mai.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 26 MAI 2024 // N°824 // PRIX 20 DA

L'OPÉRATEUR ENREGISTRE DES RÉSULTATS REMARQUABLES

Djezzy fera, bientôt, son entrée en Bourse

Djezzy a investi 8,3 milliards de dinars dans ses infrastructures technologiques, ce qui a permis d'étendre la couverture 4G à 91,5% de la population, soit une amélioration de 11 points par rapport à la même période de 2023...

Dans une déclaration à la presse en marge de la journée d'étude organisée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité (DGTC) sous le thème « Le Trésor et la modernisation du secteur économique et financier », le ministre des Finances, Laaiz Faïd, a annoncé la prochaine entrée en Bourse de l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy. Djezzy au mieux de sa forme, aujourd'hui, enregistre des résultats remarquables. La preuve, son chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2024 s'est élevé à 26,5 milliards de dinars, soit une hausse de près de 11% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance à deux chiffres, observée pour le quatrième trimestre consécutif, témoigne de la solidité de la position de l'entreprise sur le marché et de la confiance accrue de ses clients en ses services. La base d'abonnés a également franchi le seuil des 16 millions, enregistrant une hausse annuelle de 5,5%, soit



plus de 800 000 abonnés supplémentaires. L'EBITDA a connu une augmentation de 13,4%, atteignant 12,1 milliards de dinars au premier trimestre 2024, démontrant ainsi le maintien d'une rentabilité robuste. Avec une marge EBITDA de 45,9%, Djezzy continue d'améliorer l'efficac-

ité de son modèle opérationnel. Durant le premier trimestre, Djezzy a investi 8,3 milliards de dinars dans ses infrastructures technologiques, ce qui a permis d'étendre la couverture 4G à 91,5% de la population, soit une amélioration de 11 points par rapport à la même période

de 2023. Cette expansion a assuré une connectivité de qualité à ses clients. Et faire son entrée en Bourse est une décision importante pour l'opérateur et elle comporte de nombreux avantages stratégiques susceptibles de propulser la croissance de Djezzy. Y.S.

LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DE LA RÉALISATION DES 2^E ET 4^E TRONÇONS DU PROJET

Un décret exécutif portant déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, sur les tronçons 2 et 4 a été publié au Journal officiel (JO) n°34. Ce décret n° 24-163 signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le 14 mai en cours, a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, sur les tronçon 2 (Oum El Assel-Pk 200 sur 440 km) et tronçon 4 (Tindouf- Gara Djebilet sur 135 km) et ce, « en raison du caractère d'infrastructures d'intérêt général et d'envergure nationale et stratégique de ces travaux », précise le texte. Les terrains concernés par la déclaration d'utilité publique représentent une superficie totale de 2.449 hectares (h), 49 ares (a) et 81 centiares (ca), et sont situés dans les territoires des wilayas de Béchar (commune de Mechraâ Houari-Boumediene avec une superficie de 129 ha, 13 a et 52 ca), Béni Abbès (commune de Tabelbala avec une superficie de 889 ha, 8 a et 99 ca) et Tindouf (communes d'Oum El Assel et Tindouf avec une superficie de 1.431 ha, 27 a et 30 ca). Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour l'opération d'expropriation des biens et droits réels immobiliers, au titre de l'opération relative à la réalisation de ce projet, « doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public », est-il souligné dans le décret exécutif. R.E.

ANNÉE SCOLAIRE 2023-2024

LES EXAMENS DE RATTRAPAGE PRÉVUS DU 23 AU 27 JUIN

Le ministère de l'Éducation nationale a arrêté, jeudi, le calendrier des examens de rattrapage au titre de l'année 2023-2024, durant la période allant du 23 au 27 juin pour les trois cycles d'enseignement, indique un communiqué du ministère. Les examens de rattrapage pour les 2e, 3e, et 4e années du cycle primaire auront lieu les 23 et 24 juin, et ceux du cycle moyen, les 26 et 27 juin pour les 1ère, 2e et 3e années, tandis que les examens de rattrapage pour les 1ère et 2e années secondaires se dérouleront les 23 et 24 juin. Quant aux résultats, ils sont connus le 27 du même mois, précise le communiqué. Dans ce cadre, le ministère veille à ce que tous les établissements éducatifs s'engagent à organiser ces épreuves pour tous les cycles d'enseignement «sans exception aucune», soulignant que ces examens «concernent les élèves ayant obtenu une moyenne annuelle allant entre 4,50 et 4,99/10 pour le cycle primaire, et entre 9 et 9,99/20 pour les cycles moyen et secondaire». D'autre part, les examens de rattrapage seront organisés dans «les matières dans lesquelles les élèves n'ont pas obtenu la moyenne requise concernant les cycles primaire et moyen, et dans deux matières seulement parmi les matières où les élèves n'ont pas obtenu la moyenne pour le cycle secondaire», a indiqué la même source. L'annonce et la communication des dates des examens de rattrapage des trois cycles aux élèves concernés et leurs parents, se feront jeudi 23 mai, à travers tous les moyens disponibles, notamment sur les sites électroniques et les pages officielles des directions de l'Éducation, ajoute le même communiqué. R.N.

APPEL À CHANGER LES MÉTHODES DE L'ACTION SYNDICALE

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a appelé, hier, à partir d'Oran, « à adopter de nouvelles méthodes dans l'action syndicale et à faire des organisations syndicales des espaces d'opinions et de débats, afin de consolider le rôle de la classe ouvrière dans le développement de l'économie nationale ». « L'Algérie nouvelle que nous sommes en train d'édifier sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, nous impose de changer les méthodes de l'action syndicale », dira M. Takdjout, dans une allocution qu'il a prononcée lors du 5^e congrès de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC), affiliée à l'UGTA.

« La mobilisation des travailleurs pour relever les différents défis auxquels l'économie nationale est confrontée nous impose de procéder à des réformes dans l'UGTA et des diverses

fédérations qui lui sont affiliées », a-t-il ajouté, avant de lancer un appel aux travailleurs et à leurs représentants, afin d'« éviter les luttes internes », saluant la volonté politique des pouvoirs publics de mettre les travailleurs dans de meilleures conditions. « Nous devons élever le niveau des débats à l'intérieur de nos instances (syndicales), en abordant les questions importantes inhérentes à l'économie nationale, à la lumière des grandes mutations que le monde est en train de connaître dans divers domaines », a-t-il précisé.

De son côté, le Secrétaire général de la FNTPGC, Hamou Touahria, a indiqué que le discours du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qu'il a prononcé le 1^{er} mai en cours au siège de l'UGTA, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des travailleurs, « constitue une forte impulsion pour la classe ouvrière en Algérie, de même qu'il a rassuré sur la bonne

santé de l'économie nationale ». « Notre congrès constitue une opportunité pour l'échange des opinions et des idées en lien avec les questions d'ordre social et professionnel, en vue de trouver les solutions appropriées aux différents problèmes professionnels », a-t-il affirmé avant de lancer un appel à « mobiliser de toutes les énergies pour impulser l'économie nationale », qualifiant le secteur de l'Énergie de « locomotive de l'économie nationale ». Il convient de souligner que le congrès de FNTPGC a vu la présence de deux représentants des ministères de l'Énergie et de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, outre celle du représentant du président-directeur général de Sonatrach et de responsables d'organisations syndicales arabes, africaines, ainsi que des responsables de la wilaya d'Oran.

APS

